

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Économiques

MÉMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Option : Économie Monétaire et Bancaire

Sous le Thème

LES DETERMINANTS DE L'ÉPARGNE DES MENAGES EN ALGERIE

Préparé par :

- **ZEGGANE LYDIA**
- **BOUKIR LILIA**

Dirigé par :

- Mr : KACI SAID

Année universitaire : 2021/2022

Remerciement

Nous remercions Dieu tout puissant de nous avoir donné le courage et la bonne volonté de mener à terme ce travail.

Nous profondes reconnaissances s'adressent particulièrement à notre encadreur **Monsieur KACI SAID** pour son engagement, sa patience, sa générosité et surtout sa disponibilité.

Nos plus sincères et intenses remerciements s'adressent également aux membres de jury qui ont accepté de juger ce travail.

Plus largement, nous tenons à remercier tous les enseignants de la faculté des sciences économiques, ainsi que tous nos collègues de la promotion **EMB**, qui ont contribué à faire de cette année l'expérience très enrichissante, sur les plans intellectuel et humain.

Nous remercions nos chers **PARENTS**, pour tout leur amour, leur soutien et leurs encouragements.

Nous tenons enfin à exprimer nos reconnaissances et nos sincères gratitude à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à cette réalisation.

Dédicaces

**Avec l'aide de Dieu tout puissant, j'ai pu achever ce travail que
je dédie**

**À mes chers parents qui ont tant attendu le fruit de leur
éducation, ma mère qui a été patiente avec moi, mon père pour
sa disponibilité et ses conseils.**

À mes frères qui ont toujours su m'aider pour aller de l'avant ;

**À mes sœurs adorables qui ont été serviables et attentionnées
et à mes belles sœurs ;**

**À tous mes amis, en particulier Souad et Lynda, mes cousins et
cousines et toute ma grande famille ;**

À ma chère binôme Lydia ;

À tous ceux qui me connaissent.

B. LILIA

Dédicaces

Avec l'aide de Dieu tout puissant, j'ai pu achever ce travail que je dédie

*À mes chers parents qui ont tant attendu le fruit de leur éducation, ma mère
qui a été patiente avec moi, mon père pour sa disponibilité et ses conseils ;*

*À mes frères (Soufiane, Youba, Nassime) qui ont également toujours su
m'aider pour aller de l'avenir ;*

À mes sœurs adorables (Hiame, Lamia) qui ont été serviable et attentionnées ;

A ma très chère tante(Kamila)

A mes très chères cousines et amies (Kenza, Thilleli, Lila, Nina)

A mon très cher Mari Lyes pour son soutien

*À tous mes amis, mes oncles, mes cousins et cousines et toute ma grande
famille ;*

À tous ceux qui me connaissent.

Z. LYDIA

Sommaire

Introduction Générale	1
Chapitre 1 Approche théorique de l'épargne des ménages et ses Déterminants.....	1
Section 1 : Généralités sur la notion d'épargne	5
1.1 Définition de l'épargne	5
1.2. Les sources de l'épargne.....	6
1.2.1. L'épargne des ménages	6
1.2.2. L'épargne des entreprises	7
1.2.3. L'épargne publique.....	8
1.3. La typologie de l'épargne des ménages	8
1.3.1. L'épargne forcée et sociale.....	8
1.3.2. L'épargne libre et individuelle	8
1.4. Les forme de l'épargne	9
1.4.1. L'épargne financière ou monétaire.....	9
1.4.2. L'épargne non financière (nature)	10
1.5. Les motifs de l'épargne.....	10
Section 2: Les déterminants de l'épargne des ménages.....	11
2-1-Les déterminants liés au revenu	12
2-1-1- Le Revenu courant de Keynes	12
2-1-2- Le Revenu permanent de Friedman	13
2-1-3- Le Revenu relatif de Duesembery	14
2-1-4- Le cycle de vie de Modigliani	14
2-2- Les déterminants liés à la politique économique	16
2-2-1- Les variables de la politique monétaire	17
2-2-2- Le taux d'intérêt.....	18

2-2-3- L'inflation.....	19
2-3- Les variables de la politique budgétaires.....	20
2-3-1- La fiscalité	20
2-3-2- Les crédits octroyés	22
2-4- L'influence des facteurs psychologique	22
3) : Section 3 : Les théories relatives à l'épargne.....	24
3-1- La vision néoclassique	24
3-2- La vision keynésienne.....	24
Chapitre 2 : L'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants En Algérie.....	25
Section 1 : l'analyse de l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants Avant 1990.....	28
1- L'épargne des ménages Avant 1990	28
1-1- L'évolution du Revenu des ménages Avant 1990	28
1-2- L'évolution de l'épargne des ménages avant 1990	29
1-3- L'évolution du taux d'inflation avant 1990.....	30
1-4- L'évolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990.....	30
Section2 : L'analyse de l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants après 1990	31
2-1- L'évolution du revenu des ménages 1990-2020.....	31
2-2- L'évolution de l'épargne des ménages 1990-2020	34
2-3- L'évolution du taux d'intérêt 1990-2020	35
2-4- L'évolution du taux d'inflation 1990-2020.....	36
Section 1 : Construction du modèle et présentation de la base de données.....	41
1-choix de variable	41
2 : étude de la stationnarité des différentes variables	42
Section 2 : présentation des résultats de l'estimation.....	44

Étape 01 : identification du modèle ARDL.....	44
1-détermination du nombre du décalage optimal.....	44
2-l'estimation à CT.....	45
3-le Bound test	45
4-l'estimation à LT	46
●test de validation du modèle.....	46
●test d'auto corrélation	47
●test d'hétéroscédasticité.....	47
●test de normalité des résidus.....	47
●Test de stabilité structurelle	48
Section 3 : discussion des résultats et recommandations	48
-Interprétation économique.....	48

Introduction

Générale

Dans une économie de marché, tous les agents économiques procèdent à des décisions qui se réfèrent amplement à la rationalité et la perception des agents par rapport à l'avenir, autrement dit, en fonction d'un environnement économique, politique et social, c'est le cas en effet de l'épargne qui représente l'un des facteurs qui détermine la dynamique économique d'un pays.

Les économistes envisagent que la fonction de l'épargne constitue une composante fondamentale dans l'analyse économique, l'épargne permet d'augmenter le potentiel de la consommation future, par conséquent le bien être des individus en étant à l'origine de l'investissement, en conséquence, l'épargne engendre l'investissement qui est à l'origine d'un accroissement de la production conséquemment de la croissance

L'épargne est une notion compliquée à appréhender, longtemps considéré comme le résidu entre revenu et consommation selon la perception keynésienne. Cette notion a suscité une large discussion dans l'analyse macroéconomique notamment dans l'analyse des déterminants de l'investissement et de la croissance.

La pensée économique a ressemblé le sujet de l'épargne ainsi que ses déterminants dans plusieurs approches théoriques. Concernant l'approche classique, les pionniers de l'analyse de l'épargne dont Adam Smith, D. Ricardo et L. Walras estiment que l'épargne est la source principale qui augmente le potentiel de la croissance d'un pays, en revanche les keynésiens considèrent l'épargne comme étant un résidu de Revenu quand les besoins de consommation sont satisfaits, qui ralentit plus l'activité économique qu'elle ne l'accélère.

Les économistes ont particulièrement du mal à expliquer le comportement d'épargne, car ses déterminants sont multiples. Ils vont du niveau de revenu aux inégalités, en passant par l'inflation, les taux d'intérêt et bien d'autres choses encore. De la même façon, il n'est pas facile de savoir si l'épargne est favorable ou non à la croissance¹

La décision d'épargne résulte en premier lieu d'un arbitrage entre consommation et épargne. Comment les ménages choisissent ils entrent les deux ? Pour Keynes, ils dépensent leur revenu courant pour consommer et l'épargne est un résidu. De ce fait, il ne

¹ Frédéric Poulon dans économie générale 2015 ; p ; 285 à 312

distingue pas de motif d'épargne particulier il fait l'hypothèse que la propension à consommer décroît lorsque le revenu s'élève, l'épargne augmentant ainsi en fonction du revenu, pour Keynes le taux d'intérêt ne détermine que la forme de l'épargne.²

Pour les néoclassiques l'épargne censée être investie est une consommation différée dans le temps l'épargne désigne donc tout le comportement de renoncement à une consommation immédiate et ce, dans l'espoir d'obtenir un meilleur rendement futur et par suite une meilleure consommation future. Les néoclassiques pensent que l'épargne est déterminée par le taux d'intérêt réel.

En Algérie et depuis son indépendance a accordée de l'importance à l'épargne des ménages par la création d'une institution spécialisée de collecte de l'épargne des ménages comme la CNEP et cela dès 1964. L'augmentation de la mobilisation de l'épargne par le système bancaire et financier constitue dès lors un axe d'organisation de l'économie, surtout dans sa relation privilégiée avec le financement de la croissance.

Aussi cette épargne a évolué à un rythme assez faible durant la période d'économie planifiée et centralisée que l'on peut étendre jusqu'aux années 1990. après cette période, elle connut une évolution plus favorable suite à la mise en place du processus de transition vers l'économie de marché engagée avec la promulgation de la loi sur l'autonomie des entreprises (1988) et de la loi sur la monnaie et le crédit (1990).³

L'Algérie a fixé le taux d'intérêt à des niveaux relativement bas et de le maintenir souvent pendant une longue période de 1970 à 1990 comparés au niveau de l'inflation ces taux ont souvent procuré aux épargnants un rendement réel négatif.⁴

L'épargne des ménages au niveau macroéconomique désigne la part la plus importante parmi les différentes sources de l'épargne c'est pourquoi nous attachons à faire une étude en particulier dans ce travail sur l'épargne des ménages.

L'objet principal de notre travail consiste à élaborer une étude sur les déterminants de l'épargne des ménages, afin d'analyser les facteurs qui déterminent le comportement de

² <https://cours-de-droit.net/keynesianisme> consulté le 28/05/2022 à 11:37

³ <https://algeria-watch.org> consulté le 28/05/2022 à 12 :55

⁴ <https://www.asjp.cerist.dz> article en ligne de l'auteur Ghaicha Djameleddine pages 43- 55 consulté le 28/05/2022 à 15 :27

l'épargnant, c'est-à-dire, nous allons tenter de confronter la réalité de l'épargnant algérien aux différentes explications avancées par la théorie économique.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la problématique de notre travail qui s'articule autour de la question suivante : Quels sont les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie ?

Pour mieux répondre à cette problématique, nous apporterons des éléments de réponse à d'autres questions secondaires tel que :

- Quel est le niveau d'épargne des ménages en Algérie ?
- Les déterminants de l'épargne annoncés par la théorie néoclassique et keynésienne permettent-ils d'expliquer le comportement de l'épargne chez les ménages algériens ?
- Une fois les déterminants de l'épargne sont identifiés, comment ces derniers influencent-ils l'épargne des ménages.

La contribution que nous apporterons, dans ce présent travail, va nous permettre la vérification des hypothèses suivantes :

- La hausse du revenu permet de dégager un surplus qui augmente l'épargne.
- Un fort taux d'intérêt, correspondant à une forte rémunération de l'épargne, incite les ménages à diminuer leur consommation au profit de l'épargne.
- Le comportement de l'épargne des ménages est influencé aussi par des facteurs culturels.

Dans ce travail, nous allons mener une méthodologie d'approche à la fois théorique et empirique. Reposant d'abord sur une analyse conceptuelle et théorique en vue de cerner les concepts de bases du sujet et les différents écoles de pensée et ce par une recherche bibliographique et documentaire. L'étude empirique sur le cas algérien sera faite par la méthode économétrique, sur une base de donnée de ONS et la BM afin d'étudier les variables déterminantes de l'épargne des ménages en Algérie et d'identifier chacune sur cette dernière.

Pour bien mener notre recherche avec la méthodologie retenue, nous allons procéder de la manière suivante :

Un premier chapitre sous le titre : « L'approche théorique de l'épargne et ses déterminants », qui sera consacré à la présentation d'une synthèse sur la conception de l'épargne et ses déterminants selon les différentes écoles économiques et nous concentrons à présenter les facteurs qui influencent l'épargne.

Un deuxième chapitre intitulé « L'évolution de l'épargne et ses déterminants en Algérie en deux périodes (avant 1990, de 1990 à 2020). Où on s'intéressera à l'évolution de l'épargne des ménages ainsi qu'à ses différents déterminants en Algérie de la période allant avant 1990, et de 1990 à 2020).

Quant au dernier chapitre : « Les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie étude empirique. Il s'agit d'estimer un modèle économétrique afin d'appréhender l'effet de quelques déterminants de l'épargne annoncés par la théorie (Taux d'intérêt, le revenu et le taux d'inflation) sur le taux de l'épargne pour les ménages Algérien sur la période 1980-2018. La démarche empirique utilisée est celle de l'estimation par modèle ARDL qui permet de retracer cet effet à la fois sur le court et le long terme. Le travail se termine par une conclusion générale qui va permettre de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de départ.

Chapitre 1

Approche théorique de l'épargne des ménages et ses

Déterminants

La première caractéristique de l'épargne réside de son caractère résiduel, à l'époque, considérée comme étant la différence qui existe entre le revenu et la consommation, puis elle a acquis une existence autonome répondant à des objectifs de recherche propres. C'est ainsi qu'au cours de ces cinquante dernières années, plusieurs modèles ont été constitués pour rendre compte du comportement d'épargne des ménages. Ces derniers ont tantôt mis sur l'accent sur les incitations à épargner et les opportunités de placement, tantôt sur les mécanismes de son affectation entre les différents emplois possibles⁵

L'étude des déterminants de l'épargne des ménages est assez complexe, Au sein des pays industrialisés, les économistes s'accordent à retenir un certain nombre de variables jugées comme les plus satisfaisantes pour expliquer le comportement d'épargne tels que le revenu disponible, les niveaux d'intérêt et d'inflation, le taux de chômage et le déficit public, Tandis qu'au sein des pays en développement, pour eux cette tâche semble plus ardue et ce, en raison de plusieurs facteurs internes ainsi que institutionnels qui viennent se surajouter à la difficulté de l'arbitrage entre la consommation et l'épargne⁵

Le présent chapitre contient trois sections. Dans la première section nous exposerons brièvement les définitions de la notion de l'épargne selon les différentes théories et présenter les concepts liés à l'épargne (sources, typologie formes et motifs), dans la section qui suit nous parlerons sur les déterminants de l'épargne des ménages, par la suite dans la dernière section nous traiterons les théories relatives à l'épargne.

Section 1 : Généralités sur la notion d'épargne

Pour étudier l'épargne, une clarification de ce concept est nécessaire en premier lieu, à savoir aussi une connaissance de ses sources, types, formes et motifs, par la suite, les différentes théories relatives à cette notion selon la pensée économique.

1.1 Définition de l'épargne

Plusieurs définitions ont été proposé par la théorie économique ; les keynésiens, les classiques ainsi que les néo-classiques ne définissent pas l'épargne de la même manière, chacun insiste sur un ou plusieurs aspects particuliers.

⁵ Thèse Doctorat : Aliouche Meliha « les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie : cas de la wilaya de Bejaia » 2019-29020. Bejaia ; p ;3 et 8

Pour Keynes, l'épargne est définie comme étant l'excès du revenu sur la dépense de consommation, selon lui, ce n'est pas le résultat d'une décision consciente, autrement dit, l'épargne est un simple résidu et que les hésitations possibles au sujet de l'épargne sont donc relatives soit au sens du mot revenu, soit au sens du mot consommation.

Il a exprimé aussi dans son livre « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » : « Dans le tourbillon des acceptations divergentes, il est agréable de découvrir un point fixe. Autant que nous sachions, personne ne conteste que l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation »⁶

Comme cette notion peut être définie aussi comme « l'affectation du revenu à la thésaurisation, à un placement, ou à un prêt ou bien à l'investissement direct ». Autrement dit, prendre une décision d'épargner revient à transférer un fond sur une période ultérieure pour l'acquisition de différents biens et services ou un investissement et cela se fait soit en thésaurisant soit en plaçant à moyen et long terme auprès d'un établissement bancaire.⁷

Or que Bernier et Simon, leurs définitions de l'épargne donne d'autres aspects tels que : L'achat d'actifs financiers et considèrent l'épargne comme « la part des ressources courantes qui reste disponible pour accumuler les actifs physiques ou financiers »⁸

D'une autre part, Christiane-Bailes considère l'épargne comme un flux de médiation issu du revenu, qui remplit une fonction d'accumulation d'actifs servant à l'alimentation du stock de bien et de valeurs possédées entre le début et la fin de la période (patrimoine).

L'épargne peut être individuelle si elle est décidée par le ménage.

L'épargne peut être sociétaire si elle est décidée par l'entreprise, qui ne distribue pas son profit (autofinancement).

1.2. Les sources de l'épargne

L'explication d'une fonction d'épargne donnée (ou d'un taux d'épargne donné) passe par celle des raisons de l'épargne et la nature des épargnants. L'épargne peut être publique si elle est décidée par l'État qui prélève des impôts pour couvrir non seulement ses dépenses de fonctionnement mais aussi l'investissement.

En somme trois catégories d'agents concourent à la formation de l'épargne, les ménages, les entreprises ainsi que les administrations publiques.

1.2.1. L'épargne des ménages

⁶ Keynes 'Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie' 1936 ; p ; 85

⁷ Y. Bemard & J.C. Colin, 1976 ; p ; 177

⁸ Bernier & Y. Simon, 2001, p ; 24 et 25

Chapitre 1 : Approche théorique de l'épargne et ses déterminants

Elle constitue l'épargne la plus importante qu'on peut appeler aussi l'épargne des particuliers ou individuelle, correspond à la part de leurs revenus qui n'est pas affectée à la consommation. Pour J.M Keynes, une fois atteint un certain niveau de consommation, les ménages préfèrent épargner davantage. En conservant leur revenu excédentaire sous forme d'encaisse monétaire, pour trois raisons majeurs :

Un motif de transaction : nécessite pour les ménages de disposer, en permanence, d'une certaine quantité de monnaie immédiatement disponible.

Un motif de précaution : qui conduit les agents à conserver une partie de leur revenu dans le but de pouvoir faire face à des événements imprévus.

Un motif de spéculation : qui mène les particuliers à conserver, sous forme liquide, une part de leur revenu pour saisir toute possibilité de placements leur permettant de réaliser des plus-values.

La théorie économique induit une autre motivation de l'épargne des particuliers, l'épargne pour le financement de la retraite (analyse faite par F. Modigliani dans sa théorie de cycle de vie, que présenterons dans la section suivante).

On peut mesurer l'effort d'épargne des ménages en calculant leur taux d'épargne qui est représenté par le rapport de l'épargne brute sur le revenu disponible brut.

$$\text{le taux d'épargne des ménages} = \frac{\text{Epargne brute}}{\text{revenu disponible brut}}$$

1.2.2. L'épargne des entreprises

L'épargne brute des entreprises correspond à leur autofinancement, autrement dit, la part de leur bénéfice net (après impôt qui n'est pas distribuée aux actionnaires sous forme de

Dividendes) à laquelle s'ajoute l'amortissement (sommes mises de côté pour reconstituer

Le capital technique⁹

Donc :

⁹ <https://www.journaldunet.fr> consulté le 02/04/2022 à 10 :17

$$\begin{aligned} \text{L'épargne brute des entreprises} &= \text{L'autofinancement} \\ &= \text{mortissement} + \text{bénéfices non distribués} \end{aligned}$$

A la différence des ménages qui ont une capacité de financement, les entreprises ont un besoin de financement puisque l'épargne qu'elles dégagent est insuffisante pour couvrir leurs dépenses d'investissement.

Le taux d'épargne des entreprises est représenté par le rapport de l'épargne brute sur la valeur ajoutée.

$$\text{Le taux d'épargne des entreprises} = \frac{\text{Epargne brute}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

1.2.3. L'épargne publique

Cette épargne doit être entendue dans un sens particulier, il ne s'agit pas de dépenses publiques faites uniquement pour l'achat des équipements ou d'outillages, mais l'excédent budgétaire des recettes publiques sur les dépenses publiques.

1.3. La typologie de l'épargne des ménages

1.3.1. L'épargne forcée et sociale

C'est une partie de l'épargne soustraite du revenu du fait d'une décision imposée. Les impôts, les cotisations sociales ; les sommes prélèvent (donc non distribuées par les entreprises au titre de l'autofinancement...), constituent autant d'exemples d'épargne forcée pour les ménages. De même, l'inflation (qui diminue le pouvoir d'achat), quand elle dissuade l'achat, peut être assimilée à une épargne forcée.

1.3.2. L'épargne libre et individuelle

C'est la partie du revenu disponible volontairement soustraite à la consommation immédiate. Cette épargne libre (ou individuelle) peut résulter de deux types d'attitude :

Une attitude active qui consiste soit :

A différer, dans le temps, l'utilisation de cette épargne. L'accumulation, dans ce cas, est le plus sauvent monétaire (ex : placement à la caisse) ou financière (ex : placement à court terme)

A constituer ou accroître son patrimoine mobilier, immobilier, ou de jouissance (ex : objet de collection)

Une attitude passive qui consiste à affecter l'épargne résiduelle, c'est-à-dire la partie restante du revenu, après ses différentes utilisations.

Cette affectation répond essentiellement à la théorie Keynésienne de la préférence pour la liquidité.

1.4. Les formes de l'épargne ¹⁰

1.4.1. L'épargne financière ou monétaire

C'est la forme de l'épargne qui caractérise le marché, ce qui rend son fonctionnement difficile avec des biens en nature. Dans ce genre d'épargne, l'épargnant n'est pas forcément investisseur puisque son argent est utilisé par des autres (banques). C'est la banque qui assure cette fonction d'intermédiaire, cette épargne devient un bien réel lorsqu'elle entre dans le processus de production.

Elle occupe une partie importante dans le revenu de l'économie nationale, à titre d'exemple (Algérie : une hausse des prix du pétrole début des années 2000 a conduit l'Algérie à créer un fond de régulation des recettes ce fond était classé depuis de longues années parmi les premiers fonds souverains dans le monde en termes de montant) et contribue dans le développement économique. Ce type d'épargne se compose de :

L'épargne réserve

Elle conserve sa forme liquide, elle peut être sous forme de monnaie ou de quasi monnaie et à un certain intérêt (bon de trésor).

¹⁰ Thèse Doctorat : Aliouche Meliha « les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie : cas de la wilaya de Bejaia » 2019/2020, p ; 13

L'épargne créatrice

Cette épargne est investie ce qui implique qu'elle est immobilisée au moment de sa vente, ou de son achat. On ne peut pas toujours conserver sa valeur initiale, ex : action, obligation.

1.4.2. L'épargne non financière (nature)

C'est la plus ancienne forme, elle caractérise les économies qui ne sont pas engagées dans l'échange monétaire, ex : les pays sous-développés. Cette épargne est sous forme de biens réels puisque le revenu est en nature, ce type d'épargne représente un taux faible du revenu national, et l'épargnant dans ce cas est obligatoirement investisseur.

1.5. Les motifs de l'épargne

Selon le psychologue économique Katona (1975), l'épargne est fonction de deux ensembles de facteurs

- Le facteur économique : la capacité et la possibilité d'épargner, soit : le revenu résiduel

Après les dépenses. Les personnes avec un revenu élevé (suffisant) sont plus en mesure d'épargner que les personnes avec un revenu faible (insuffisant) ;

- Le facteur psychologique : la volonté d'épargner : l'existence d'une motivation financière ou psychologique à épargner en combinant les raisons d'épargner de Keynes (1936) et Katona (1975), les six motifs d'épargne suivant peuvent être distingués :

1. *le motif de transaction* : l'épargne pour répondre à un objectif, épargner pour une dépense future importante telle qu'une maison, une voiture ou un voyage ;

2. *le motif de précaution 1* : l'épargne tampon, l'incertitude quant à l'avenir et la couverture contre une perte de revenu futur inattendue ou de larges dépenses ;

3. *le motif de précaution 2* : épargner pour distribuer le revenu au fil du temps, afin d'assurer un niveau constant de consommation. C'est particulièrement pertinent pour les personnes à revenu variable, comme les entrepreneurs ;

4. *le motif d'avenir* : l'épargne pour la vieillesse, la retraite, dans le cadre d'un plan de retraite

5. *le motif du legs* : épargné pour les enfants et les petits-enfants ;

6. *le motif de spéculation* : épargner pour accroître sa richesse, par exemple en investissant dans le logement ou dans des actions.

Deux types d'épargne de précaution sont distingués : l'épargne tamponne la distribution du Revenu dans le temps. Avec l'épargne tampon, une somme d'argent est économisée pour couvrir les dépenses imprévues. La souscription d'une assurance rentre également dans cette perspective de précaution. Cependant, toutes les pertes potentielles ne peuvent pas être assurées. En période de récession Avec un faible niveau de confiance des consommateurs, l'épargne de précaution va augmenter, car les gens sont incertains et pessimistes (indice de confiance faible) sur leur futur et peuvent s'attendre à une baisse de revenu, des taxes plus élevées et ou une perte d'emploi.

L'étalement des richesses dans le temps n'est pas réalisé comme un tampon, mais peut assurer un niveau de consommation stable et lisse. Durant les années « fastes », les gens épargnent une partie de leur revenu pour les années « maigres » à venir.

Le motif de spéculation n'est pas seulement lié à l'épargne, mais consiste principalement à Investir de l'argent dans des actions et de l'immobilier afin d'accroître sa richesse. Le taux de Rendement de l'investissement est généralement plus élevé que le taux d'intérêt des comptes d'épargne, en particulier pour une longue période d'investissement (15 à 20 ans).

Section 2 : Les déterminants de l'épargne des ménages

Dans cette section, nous allons essayer d'identifier les facteurs qui influencent le comportement d'épargne chez les ménages. Ces facteurs peuvent être liés soit aux instruments de politique économique c'est-à-dire les variables monétaires (le taux d'intérêt et l'inflation) et les variables budgétaires (la fiscalité et les crédits octroyés aux ménages).

2-1-Les déterminants liés au revenu

Afin de déterminer le partage du revenu entre consommation et épargne, différentes théories sont élaborées par certains auteurs à savoir : Keynes, Friedman, Duesenberry et Modigliani.

2-1-1- Le Revenu courant de Keynes ¹¹

Selon Keynes, lorsque le revenu augmente, la consommation s'accroît, mais dans des proportions moins importantes parce que les ménages épargnent une part croissante de leur revenu au fur et à mesure que celui-ci s'accroît (l'épargne est une fonction croissante du niveau de revenu). Un ménage qui reçoit le SMIC peut difficilement épargner. La plus grande partie du revenu sera consacrée à la consommation. En revanche un ménage gagnant 10 fois le SMIC pourra plus facilement épargner on peut même penser qu'il serait étonnant qu'il dépense la totalité de son revenu.

La relation entre consommation et revenu exprime la tendance à consommer, la **propension à consommer**. Cette propension peut être calculé en moyenne ou/et à la marge. La propension moyenne à consommer le revenu c'est le rapport de la consommation des ménages à leur revenu.

La propension marginale à consommer c'est le rapport de la variation de la consommation entraînée par celle du revenu à cette variation du revenu. La fonction keynésienne de consommation est généralement exprimée de la façon suivante parce que la propension marginale à consommer c est supposée être constante (en réalité Keynes fait l'hypothèse que la propension marginale à consommer aurait tendance à diminuer avec la hausse du revenu) ;

$$C_{(t)} = c \cdot Y_{(t)} + C_0$$

C est consommation de l'ensemble des ménages, Y est le revenu des ménages et c est la propension marginale à consommer comprise entre 0 et 1. C_0 est la consommation incompressible autonome. La propension moyenne est ici : $C_{(t)} / Y_{(t)} = c + C_0 / Y_{(t)}$ elle est

¹¹ Bodin Louis : « précis d'histoire des doctrines », édition : Domamanchesterien ; Paris 1947

donc décroissante quand le revenu augmente.

La propension marginale est ici : $\Delta C_{(t)} / \Delta Y_{(t)} = c$ qui est une constante.

Si la relation entre revenu courant et consommation courante est stable, alors on pourra mener une politique de relance par la consommation. Par une augmentation des dépenses publiques se traduisant par une augmentation du revenu des ménages, l'État peut stimuler la consommation. Le supplément de dépenses de consommation des ménages entraînera un supplément des ventes pour les producteurs. Ces derniers pourront à leur tour dépenser davantage et ainsi de suite... Ainsi l'état peut accroître ses dépenses, par exemple en augmentant les prestations sociales aux ménages, qui verront leurs revenus s'élever et par conséquent augmenteront leur consommation. Toute augmentation du revenu entraîne, via la consommation, un **effet multiplicateur** sur la production nationale.

La hausse de l'épargne restreint la consommation. Autrement dit, un accroissement de l'épargne implique une augmentation de la relance par consommation.

2-1-2- Le Revenu permanent de Friedman ¹²

Pour Keynes, l'épargne est un résidu dans l'affectation du revenu. À l'opposé, la tradition néoclassique considère l'épargne comme l'affectation d'une partie du revenu à la consommation future. Dans son ouvrage *A Theory of the consumption function* (1957),

Friedman propose d'établir les fondements microéconomiques des comportements de consommation sur la base des choix inter temporels du consommateur.

Il retrouve le résultat d'Irving Fisher (1930), selon lequel la consommation dépend essentiellement non pas du revenu courant, mais de la richesse (à laquelle Friedman développe la notion de « revenu permanent ». En effet, ceux-ci conduisent à considérer le revenu permanent (disponible) au cours de la vie Comme un déterminant de la consommation et de l'épargne, Friedman, dans son hypothèse Du revenu permanent postule que l'objectif du ménage est de maintenir un sentier de Consommation parfaitement stable répartissant les ressources acquises au cours de sa vie de Façon égale entre chaque période de sa vie, pour Milton Friedman, l'épargne ne dépend pas du Revenu courant mais du revenu permanent, entendu comme le revenu dont l'agent peut Disposer à chaque période de sa vie, ainsi la part consommée par le ménage dans chaque Période est

¹² Patric Villieu dans macroéconomie consommation et épargne. 2008, p ; 25 et 41

égale à son revenu permanent, de ce fait, le ménage n'épargne que son revenu aléatoire ou transitoire (les primes par exemple). Duesenberry de son coter a renouvelé ses deux points de vu, celui de Keynes et de Friedman, Et montre que la fonction de l'épargne des ménages est expliquée par leur revenu relatif.

2-1-3- Le Revenu relatif de Duesenberry¹³

Duesenberry, considère que le taux d'épargne des ménages est variable.il diminue pendant les phases de récession et augmente pendant les phases d'expansion.

On trouve en fin Modigliani, qui pense que le cycle par le quel passent les agents économiques pendant la période de leurs vies explique mieux la fonction de l'épargne.

2-1-4- Le cycle de vie de Modigliani ¹⁴

La théorie du cycle de vie a été développée par Harrods (1948), Modigliani et Bromberg (1954). Si elle est souvent attribuée à Modigliani, c'est que ce dernier a obtenu le prix Nobel d'économie pour récompenser son travail sur la consommation et l'épargne.

La théorie du cycle de vie permet de modéliser le comportement de consommation et d'épargne des individus selon leur âge. L'idée est que les individus vont accumuler de l'épargne pendant les périodes d'activité pour ensuite désépargner pendant leurs vieux jours afin de maintenir leur niveau de consommation. Ces comportements supposent que les individus sont rationnels et donc qu'ils maximisent leur utilité en procédant à une « allocation inter temporelle » de leur consommation et de leur épargne. Pour que le modèle du cycle de vie développé par Modigliani fonctionne, il est nécessaire de faire plusieurs hypothèses concernant les agents économiques. Les agents doivent être rationnels et égoïstes (car ils ne laissent pas d'héritage), mais il faut aussi qu'ils connaissent leur espérance de vie, leurs revenus futurs et les taux d'intérêt futurs. D'autres hypothèses sur les conditions de marché sont nécessaires. Les deux principales concernent la perfection des marchés de capitaux et l'absence d'incertitude sur les rendements.

¹³ Duesenberry (James)-income, saving and the theory of consumer behavior. Revue économique volume4, n°5.1953, p 777

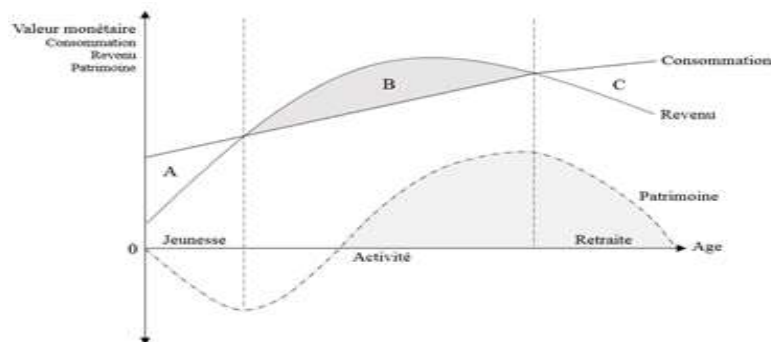
¹⁴ <http://partageonsleco.com.Simon> cardoen. P 1 à 3 consulté le 06/04/2022 à 13 :25

Chapitre 1 : Approche théorique de l'épargne et ses déterminants

Finalement, le modèle déconnecte la consommation du revenu actuel dans la mesure où celle-ci devient surtout une fonction du revenu sur l'ensemble du cycle de vie. Cette théorie tranche donc avec la loi psychologique de Keynes (1936), selon laquelle les revenus des ménages ne dépendent pas d'un horizon temporel long (le cycle de vie) mais seulement des revenus courants. Graphiquement, on peut décomposer la théorie du cycle de vie en trois périodes :

Les jeunes ménages représentent une épargne négative, car ils sont dans un stade de vie où le revenu qu'ils possèdent est très faible rajoutant à ça une importante dépense, du coup, ils ont recours généralement à l'emprunt. Dans la période d'activité qui représente la deuxième phase, les revenus ont une tendance à la hausse et deviennent très élevés, donc dans ce cas, l'épargne est positive, car la consommation est bien moins que le revenu disponible, la dernière phase (la retraite), là où l'épargne devient à nouveau négative, compte tenu de la baisse de revenu associé à la perte du revenu de travail.

Ainsi « lissée », la consommation est une droite croissante dans le temps, sans volatilité.



Source : YOUNBI pierre Alain,» les déterminants de l'épargne des ménages au

Cameroun «, DESS en Gestion Financière et Bancaire, université de Douala, 2003, p 25.

Par conséquent, cette théorie du cycle de vie favorise d'élaborer des éventualités en cas de vieillissement de la population. Cette situation précédente a pour objet examiner la

part des individus âgés (+65 ans) évoquer une part de plus en plus importante au niveau de la population totale. par suite, la construction de l'épargne et de la consommation totale est affectée dans la mesure où celles-ci dépendent de l'âge (hypothèse du cycle de vie). Dans ce cas la consommation ne devrait pas décroître et les ménages devraient désépargner pour la financer. Il y aurait donc une dépréciation du patrimoine total dans le but de conserver la consommation.

2-2- Les déterminants liés à la politique économique

Les économistes distinguent les politiques économiques conjoncturelles qui visent à orienter l'activité économique à court terme (moins de 5 ans) et les politiques économiques structurelles qui viennent à modifier le fonctionnement de l'économie sur le moyen ou long terme (plus de 5 ans)

On situe généralement dans les années 1930 et 1940 le développement des politiques économiques, « susceptibles d'affecter un ordre économique qui avait surtout été jusque-là pensé comme *naturellement* équilibré »

•**Politique de la concurrence** : Elle vise à éliminer tout comportement qui limite la concurrence qui constitue un des fondements de l'économie de marché. Les situations qui menacent la concurrence sont essentiellement : le monopole (cas d'un seul vendeur), l'oligopole (cas d'un nombre limité de vendeurs), ou le cartel (quelques entreprises se mettent d'accord pour vendre à un prix plus élevé au prix du marché concurrentiel). Ces pratiques constituent, selon les partisans du libéralisme, des cas de défaillance du marché qu'il faut combattre. Donc, la concurrence agit directement sur la croissance en accélérant la productivité, notamment en améliorant l'innovation ainsi que l'allocation des facteurs de production dans l'économie et cela incite des fonds énormes qui sont épargnés. En résumé une augmentation de cette politique implique une baisse du taux de l'épargne.

•**Politique industrielle** : Le rôle des États est essentiel dans le soutien à l'innovation et aux PME-PMI (cf. : Oséo en France, la SBA aux États-Unis, le MITI au Japon...) Il l'est également à l'exportation des grandes entreprises en accordant, notamment, des subventions à ces dernières. Ce type de politique est apparu aux États-Unis dès la fin des années 1980, avec l'Advocacy center. Les États s'appuient dans ce cas sur leur réseau diplomatique, et sur des compétences spécifiques. En France, par exemple, il existe des postes d'expansion économique. Dans le cadre de la politique économique menée par

l'Union Européenne (UE) dont la France est un membre actif depuis 1956, elle bénéficie des fruits de la politique agricole commune (PAC). Pour développer ces activités économiques il faut innover et pour cela, des investissements sont utiles, plus l'investissement et énorme plus le taux d'épargne baisse.

•**Politique fiscale :** Le prélèvement des impôts constitue la source majeure d'alimentation du budget pour la plupart des États. La nature de l'impôt ainsi que son taux sont au centre de la politique fiscale des pays. Cette politique peut modifier la situation globale d'une économie via notamment l'impact sur la consommation des ménages, l'investissement des entreprises ainsi que le drainage des IDE. Les implications des augmentations de l'impôt sont la diminution de l'incitation à travailler davantage, favorise le travail non déclaré et pénalise l'épargne. Pour cela, les économistes proposent une réforme fiscale. L'économiste de l'offre américain Arthur Laffer propose une courbe du même nom, la courbe de Laffer, afin de décrire l'impact d'une imposition trop forte sur la croissance des recettes de l'état.

En résumé, l'augmentation du taux de l'impôt réduit le niveau d'épargne (le taux d'épargne), puisque cette augmentation réduit l'effort du travail et par conséquent le revenu net disponible, ce qui réduira par la suite le taux d'épargne pour le besoin de leur consommation.

•**Politique commerciale :** La politique commerciale désigne l'ensemble des décisions prises en matière de politique de distribution, de politique de prix et de services à destination des clients par un gouvernement où par une entreprise afin de satisfaire les besoins des dits clients. Cette politique agit indirectement sur le taux de l'épargne et cela comme suivant ; le taux d'intérêt constitue la rémunération annuelle de l'épargne mais aussi le cout annuel de l'endettement. Plus il est bas, moins l'épargne est rémunérée.

2-2-1- Les variables de la politique monétaire

Les économistes ont longtemps considéré que la consommation et l'épargne dépendaient du taux d'intérêt et du niveau général des prix.

L'action des taux d'intérêt est à l'origine de deux effets: l'effet de substitution et l'effet de revenu.

L'inflation quant à elle est à l'origine d'abord, de l'effet de fuite devant la monnaie, en suite du phénomène de reconstitution des encaisses réelles et enfin l'illusion monétaire.

2-2-2- Le taux d'intérêt

Le **taux d'intérêt** est un prix : c'est le prix qu'il faut payer pour emprunter de l'argent, c'est aussi le prix que l'on reçoit quand on prête de l'argent. Ce prix s'exprime sous la forme d'un taux, par exemple 5.5%. Cela signifie que si l'on emprunte 1000 € pour un an, on paiera des intérêts s'élevant à 55 €. La banque, en nous prêtant 1000 €, nous a rendu un service, service qu'elle nous fait payer 55 € par année d'emprunt. **L'intérêt est donc la rémunération d'un service, le prêt d'argent.** Autre exemple : lors de l'achat d'obligations, l'acheteur sait à l'avance combien lui rapporteront ses obligations chaque année. En effet, lors de l'émission des obligations, le taux d'intérêt annuel rémunérant les obligations a été précisé. Le taux d'intérêt est en général annuel, mais il peut tout aussi bien être mensuel. Il faut donc en principe préciser la période concernée par ce prix. Cependant, quand on ne précise pas, on suppose implicitement qu'il s'agit d'un taux annuel.

Le taux d'intérêt a des fonctions économiques fondamentales dans les économies modernes. L'action des taux d'intérêt est à l'origine d'une controverse entre les partisans des taux élevés (Classique et néoclassiques) et des taux faibles (keynésiens), entre ceux qui lui accordent une importance capitale et ceux qui ne reconnaissent aucun rôle n' à une politique de l'épargne. La Réaction de l'épargne au taux d'intérêt est difficile à déterminer. L'effet de substitution montre qu'une hausse des taux peut au contraire déprimer l'épargne.

Pour Keynes, le taux d'intérêt n'a pas d'importance et il n'est pas pris en compte dans les décisions de ceux qui veulent se constituer un pécule au moyen de l'épargne et que l'intérêt est une grandeur purement financière. Il conteste l'idée selon laquelle le taux d'intérêt soit une variable qui ajuste l'offre d'épargne et la demande des capitaux par les investisseurs. Il relie la notion de taux d'intérêt à celle de préférence pour la liquidité. Le taux d'intérêt est le prix qui équilibre le désir de détenir la richesse sous forme de monnaie et la quantité de monnaie disponible. De ce fait, si le taux d'intérêt est moins élevé, le montant global de la monnaie que le public désire conserver est supérieur à la quantité offerte. Si au contraire, le taux est majoré, il y'a un excédent que personne ne voudra conserver; Keynes pense alors que le taux d'épargne n'est pas déterminé par le taux d'intérêt mais par le revenu courant.

●Le schéma keynésien

Offre de monnaie \Rightarrow taux d'intérêt \Rightarrow demande de monnaie préférence pour la liquidité

Selon les autres classique, la préférence à épargner (épargne /revenu) est une fonction croissante du taux d'intérêt : un fort taux d'intérêt, correspondant à une forte rémunération de l'épargne, incite à diminuer sa consommation présente au profit de l'épargne, selon un effet de substitution.

●le schéma classique

Demande de monnaie \Rightarrow offre de monnaie \Rightarrow taux d'intérêt

En fait la réaction de l'épargne au taux d'intérêt est difficile à déterminer .si la consommation présente et les consommations futures sont fortement substituables, l'effet de substituable sera fort et l'emportera sur l'effet de revenu. En revanche si la consommation future est ressentie comme complémentaire de la consommation présente, l'effet de revenu l'emportera sur un effet de substitution faible.¹⁵

2-2-3- L'inflation¹⁶

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).

L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour évaluer l'inflation .cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

En ce qui concerne l'inflation, la théorie fournit des indications contradictoires. Une augmentation de l'inflation peut conduire à une diminution de l'épargne sous l'effet Pigou de (fuit devant la monnaie) qui pousse les ménages à anticiper leur dépenses pour échapper l'augmentation future des prix, comme elle peut conduire à un accroissement sous l'effet Keynes de (reconstitution des encaisses réelles) ou les ménages sont contraints à épargner

¹⁵ <https://blogadmissibles.imt-bs.eu> consulté le 11/04/2022 à 21 :10

¹⁶ Sturm. P. pp 182, 183

plus pour conserver la valeur réelle de leur patrimoine. Ajoutés à ces deux effets de l'inflation, le phénomène de l'illusion monétaire qui consiste à confondre une variation du taux nominal (exprimé en qualité de monnaie courante) avec une variation du taux réel (exprimé à prix constants ou en pouvoir d'achat) et à mal distinguer les évolutions de prix relatifs et prix absolus. C'est le cas des ménages qui sont victimes de phénomène lorsqu'ils se croient plus riche sous prétexte que leur revenu nominal a augmenté alors que les prix ont augmenté dans la même proportion.

2-3- Les variables de la politique budgétaires

La politique budgétaire a été utilisée comme un antidote pour combattre la faiblesse de l'activité durant la récession la plus récente, et dans quelques pays l'assainissement budgétaire a été retardé en raison de ses coûts perçus en termes de contraction de l'activité. Toutefois l'incidence de la politique budgétaire sur la demande totale dépend des réactions de l'épargne privée aux modifications de l'orientation budgétaire¹⁷.

Dans certaines circonstances, les fluctuations du déficit budgétaire peuvent être neutralisées par des variations compensatrices simultanées de l'épargne privée. Ce chapitre examine l'ampleur possible de ces effets compensatoires, en particulier dans le cas où les variations simultanées de l'épargne privée et de publique peuvent refléter des incertitudes concernant le caractère soutenable d'un déficit budgétaire, et donc la nécessité de se prémunir contre des «surprises» fiscales futures. Même si «l'anticipation fiscale» délibérée est sans doute rare, l'expérience de nombreux pays de l'OCDE donne à penser que les ajustements budgétaires opérés à des fins de stabilisations sont souvent associés à des variations inverses de l'épargne privée. Cette démarche consiste à estimer les effets directs des déficits budgétaires sur l'épargne à partir de données transnationales et chronologiques groupées, en tenant compte des facteurs liés au revenu, au taux d'intérêt et au patrimoine. Cela permet de mettre en évidence des schémas de comportement pour l'ensemble de la zone OCDE. Mais en examinant également s'il existe des différences d'un pays à un autre concernant la réaction des agents privés aux modifications du budget et si la composition de l'action budgétaire, recettes, dépenses courantes ou investissements public, affecte la réaction compensatoire de l'épargne privée.

2-3-1- La fiscalité

¹⁷ <https://www.oecd.org> consulté le 12/04/2022 à 11 :47

Chapitre 1 : Approche théorique de l'épargne et ses déterminants

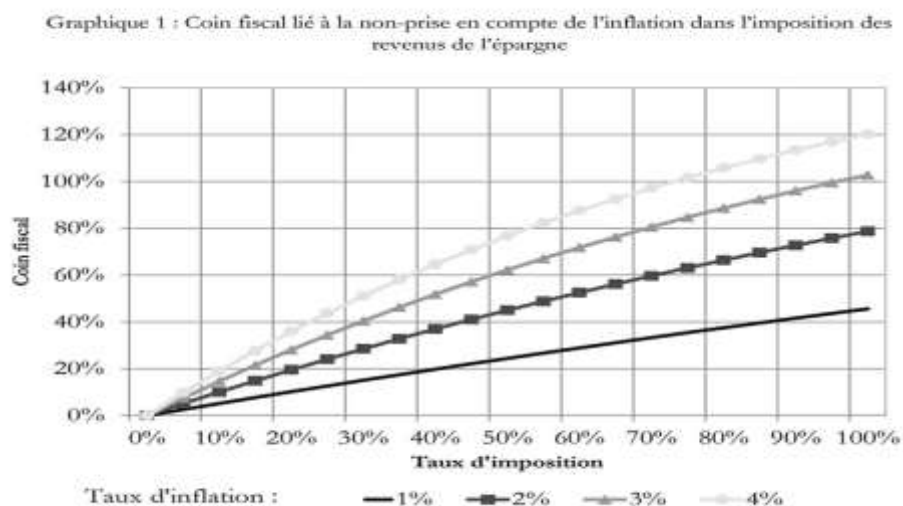
La fiscalité de l'épargne est un véritable moyen de politique économique. Les réalités Économique et sociales des états ne sont forcément les mêmes, il ne résulte une forte disparité entre les régimes d'imposition prévus dans les différents systèmes.

Les impôts peuvent être classés en trois catégories: impôts sur le revenu du travail, impôts sur le revenu du capital et impôts sur la consommation.

Dans la théorie, les effets d'un impôt sur le revenu du travail et ceux d'un impôt sur la consommation sont équivalents du point de vue des ménages: tous les deux réduisent la valeur des ressources disponibles, par conséquent la consommation et l'épargne.

Dans la pensée classique; pour Ricardo, l'impôt sur les revenus de ménages doit être minimal, juste et suffisant pour stimuler l'offre. Plusieurs autres développements théoriques agissent en Faveur d'une fiscalité neutre, stable et équitable afin qu'elle constitue le support efficace à L'épargne des ménages.

En ce qui concerne Keynes, il pense qu'un alourdissement de la fiscalité sur les revenus du capital, compensé par un allègement de la fiscalité sur les revenu du travail aura pour effet de décourager l'épargne privée disponible pour l'investissement et augmenter la proportion à consommer. Il construit son analyse au regard de la politique fiscale britannique d'après la guerre dont l'objectif était de modifier la répartition du revenu national en faveur des salaires et aux pertes des revenus du capital. Les titulaires des revenus du travail ont une propension marginale à consommer plus forte que les titulaires des revenus du capital.



Source : lications.banque-France document de travail n°699 : fiscalité de l'épargne et choix de portefeuille des ménages français

2-3-2- Les crédits octroyés ¹⁸

Un autre facteur est en mesure d'agir sur le comportement d'épargne correspond aux possibilités d'endettement des ménages. Un changement dans les exigences d'accès des ménages au crédit, peut les pousser à financer une plus ou moins grande part de leur consommation par endettement. Dès lors, plus les ménages ont accès au crédit, moins ils épargnent, puisqu'ils se rendent compte qu'ils peuvent financer leur consommation future avec le crédit¹⁹. En revanche, les limites au recours au crédit à la consommation, mènent à repousser les achats, que les ménages espéraient effectuer aujourd'hui, à une période ultérieure et donc à augmenter d'abord leur épargne.

Les crédits sont toujours considérés, à la fois, cause et conséquences de l'épargne. D'un côté, si le ménage souhaite prétendre à un crédit, il doit d'abord commencer par constituer l'épargne nécessaire, estimée comme « épargne sacrifice » parce que l'accès au crédit peut être limité, d'abord par des dispositifs institutionnels par l'obligation d'un apport préalable ou par les prêteurs eux-mêmes, qui exigent une garantie de remboursement. D'un autre côté, le ménage peut obtenir un crédit en premier lieu, vu qu'il est défavorisé et n'a pas les capacités de constituer une épargne. De ce fait, la mise à sa disposition d'un crédit lui permettra de mener des activités économiques et dégager des excédents qui lui donneront la possibilité de rembourser le crédit et d'épargner ultérieurement. Dans ce cas il s'agit épargne anticipée.

2-4- L'influence des facteurs psychologique

Parmi les indicateurs de la confiance, nous avons retenu la notoriété et la réputation de l'institution, la simplicité et la souplesse des procédures d'exploitation, la proximité, la sécurité, la liquidité et la discrétion que la plupart des ménages ont à leur égard.

La confiance s'impose comme condition essentielle entre les ménages et les institutions financière de collecte de l'épargne. Ces dernières travaillent à évacuer l'attitude de méfiance ou l'hostilité que la plupart des ménages ont à leur égard.

Les éléments constitutifs de la confiance sont²⁰

¹⁸ P. Allard, 1991, p196

¹⁹ M. Gloria & F. Vaillancourt, 2012,p13

²⁰ Servet Jean Michel : »la confiance, un facteur décisif de la mobilisation de l'épargne « , Ed paris AUPELEF-UREF, 1994 ; page 28.

Chapitre 1 : Approche théorique de l'épargne et ses déterminants

- La croyance en l'autre et le respect des obligations réciproque;
- La légitimité des règles du jeu et l'existence des éléments de preuve de contrat
Implicite ou explicite passé (document écrits, témoins, gages...);
- Un savoir minimum commun sur les relations entre ceux qui sont impliqués.

On distingue deux facteurs qui font partie de la confiance

□ **La proximité**: fait partie des facteurs de confiance, proximité est une notion large qui rapproche le prêteur et l'emprunteur, l'épargnant et le collecteur, Eddy Bloy et Célestin Mayoukou²¹ (1994) distingue trois composantes de la proximité.

- **la proximité culturelle**: c'est le partage des habitudes identiques, la connaissance de la culture de son partenaire. Elle permet de mesurer l'importance qu'accorde le Prêteur ou l'emprunteur aux traditions, aux coutumes et aux habitudes dans les Transactions financières;

- **la proximité spatiale**: elle renvoie non seulement à un rapprochement spatial entre Prêteur et emprunteur mais aussi au droit de regard que devrait exercer l'épargnant sur la banque.

Cette proximité spatiale permet de connaître les besoins de l'épargnant et finalement d'internaliser l'information;

- **La proximité relationnelle**: évoque une sorte de partenariat entre les parties Prenantes. Elle implique l'existence des relations personnalisées, la circulation de l'information et la construction d'un capital de confiance réciproque. La proximité Relationnelle tend à composer l'éloignement physique.²²

● **La sécurité** est incontournable dans l'échelle de construction de la confiance. Elle repose sur trois conditions: le lieu matériel, l'implantation et l'apparence physique, la Qualité du personnel en place et la sécurité financière à travers la valeur de Remboursement ou de liquidation du titre acheté qui doit être au mieux égale à sa valeur d'origine ou à sa valeur d'acquisition²³ elle peut être aussi sentie à travers la possibilité

²¹ Pierre Alain Youmbi, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de Douala, 2003

²² <https://savoirs.usherbrooke.ca> consulté le 18/04/2022 à 17 :26

²³ Taillefer Bernard : « l'épargne en milieu rural in l'épargne et sa collecte en Afrique. Paris, revue banque. Ed, 1988. Page 48-49

d'épargne à chaque occasion d'épargner qui se présente et de retirer son argent dès qu'un besoin se manifeste.

Enfin, la propension à épargner dépend aussi de l'adaptation entre les motivations à l'épargne et les caractéristiques des produits proposés par les institutions financières. Une offre de produits financiers plus large et plus sophistiquée permet aux ménages de mieux gérer leur portefeuille d'investissement, de mieux diversifier le risque associé leur placement. Ces produits doivent s'insérer dans les réalités et les contraintes de l'environnement traditionnel, culturel, social et économique.

3) : Section 3 : Les théories relatives à l'épargne

3-1- La vision néoclassique

Épargner serait un acte réfléchi (homo-economicus), c'est un sacrifice car c'est renoncer à une satisfaction présente. Il faut dédommager ce renoncement d'où le taux d'intérêt. Plus le taux est élevé, plus l'épargne est importante (l'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt).le volume de l'épargne guidera donc le volume de l'investissement.

Déjà chez A. Smith l'épargne est un facteur de croissance car elle permet l'investissement et donc la croissance (rôle moteur), l'épargne constitué une offre de fonds prêteable qui satisfait la demandes des entreprises désireuses d'investir.

D'ailleurs selon la loi de JOB Say, l'épargne est automatiquement réinvestie (les produits s'échangent contre des produits).l'épargne est donc un préalable à l'investissement.

Les modèles néoclassiques de croissance (Solow) font référence à un taux d'épargne optimal qui permettra à l'économie d'évoluer sur un sentier de croissance équilibré.

Le risque est donc l'insuffisance d'épargne. Celle-ci peut résulter d'un déficit public, qui peut imposer un financement privilégiant l'État au détriment des entreprises.

3-2- La vision keynésienne

Pour JM KEYNES, l'épargne est un résidu, soit ce qui reste après avoir consommé. Donc la variable majeure et le revenu, plus il est élevé plus la propension à épargner

Chapitre 1 : Approche théorique de l'épargne et ses déterminants

s'accroît. Ainsi s'il y a trop d'épargne alors cela constitue un frein à la demande et donc à l'investissement et à la croissance. D'ailleurs en situation de sous-emploi, une hausse du taux d'épargne a des effets récessifs : si l'épargne peut être une vertu au niveau individuel (épargne de précaution justifiée), elle peut se « transformer en vice social » car elle diminuerait l'activité existante sans en créer de nouvelle et générer une crise (avec sous-emploi).

L'équilibre entre épargne / investissement n'intervient qu'ex-post par l'intermédiaire du multiplicateur d'investissement.

Le taux d'intérêt ne modifie pas l'arbitrage entre l'investissement / consommation mais la nature de l'épargne (liquide et non liquide).

En outre, une épargne préalable n'est pas nécessaire à l'investissement car possibilité de financement via le crédit (modèle de croissance de long terme/ Harrod-domar).

Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé de développer les aspects théoriques liés à l'épargne et aux différents modèles qui la déterminent. Deux visions s'opposent, depuis plus de deux siècles, par rapport à l'importance de l'épargne dans la croissance économique. Il s'agit des classiques, pour qui l'épargne constitue la formation du capital qui accroît la capacité de production et les keynésiens, pour qui c'est la consommation qui est la composante essentielle de la demande et l'épargne n'est qu'un résidu. Néanmoins, ces deux modèles ne permettent pas de conclure à une relation claire entre l'épargne et la croissance puisque le sens de causalité est encore compliqué à déterminer. Mais en réalité, il existe une certaine corrélation entre l'épargne et l'investissement telle que l'épargne constitue une source de financement de ce dernier.

Les différentes approches théoriques, s'entendent que le revenu est l'élément important déterminant de l'épargne. Cependant, elles ont mis en lumière les limites des approches traditionnelles. Particulièrement, la théorie de Keynes qui est fondée sur le court terme et son efficacité sur le long terme a été contredite par certains économistes. Avec la considération des effets de mémoire, du revenu permanent et du cycle de vie, ces auteurs ont établi le rôle des perspectives et le champ de décision des agents économiques en s'appuyant systématiquement au long terme. Malgré les limites enregistrées, ces approches restent toujours inévitables dans l'analyse de l'épargne.

Chapitre 2

L'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants

En Algérie

Plusieurs facteurs internes et externes économiques et politiques ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'économie algérienne plus précisément, ils ont une forte influence sur l'évolution des variables relatives à l'épargne et ses déterminants, notamment les évènements cycliques touchant aux hydrocarbures' ainsi que d'autres périodisations notamment les changements institutionnels suite à l'adoption de l'économie de marché, la crise sécuritaire des années 90, la crise sanitaire de 2020.

Entre la période qui s'étale de 1970 à 2020. On peut citer par exemple :

- Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et le contre choc de 1986 où l'économie algérienne est une économie socialiste, planification centralisée.
- Le rééchelonnement de dettes extérieures.
- Les réformes (libéralisation économique et politique) 1990.
- Ajustement structurel 1993/94- 1999.
- L'augmentation des salaires de la fonction publique
- La baisse des prix du baril du pétrole : durant l'année 2011, ces prix étaient de 112.949 dollar, ils ont chuté à 100.234 dollar en 2014.
- Baisse des prix de pétrole à partir de 2014.
- Crise sanitaire de 2020.

Ce chapitre sera réparti en deux périodes, qui sont les suivantes :

- La période avant 1990 (période où l'économie algérienne est peu qualifiée et administrée) ;
- La période après 1990 jusqu'à 2020.

Le choix de ce partage en deux périodes s'est fait en référence à l'apparition de la loi n°90-10 du 14 Avril 1990 qui a redéfini et restructuré le système bancaire algérien pour l'adapter aux exigences de l'économie de marché. Cette loi a changé le paradigme des pratiques bancaires et financières en Algérie et certainement elle a affecté le comportement de l'épargne.

Section 1 : l'analyse de l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants Avant 1990

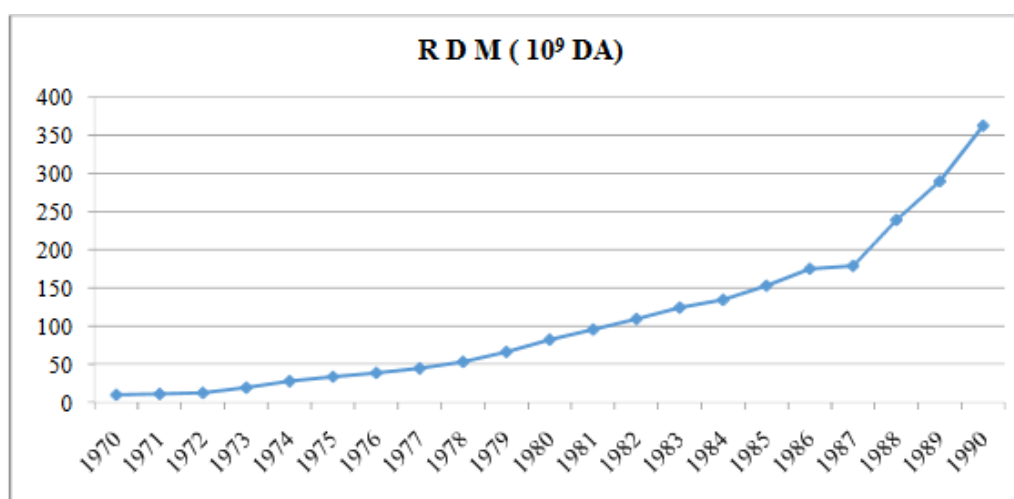
1- L'épargne des ménages Avant 1990

Dans la section suivante nous allons voir l'évolution de l'épargne des ménages durant la période d'avant 1990, cette dernière est caractérisée par une économie peu quantifiée, un faible niveau de développement, en raison de la sortie de guerre, ainsi que le choc et contre choc pétrolier. L'économie était complètement administrée.

1-1- L'évolution du Revenu des ménages Avant 1990

Le revenu disponible brut des ménages représente le Revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, donc il est à la disposition des ménages soit pour consommer ou investir soit pour épargner. Dans la littérature, le revenu disponible est l'élément majeur et le moyen par excellence de construction de l'épargne. Il aurait été souhaitable de vérifier les distinctes approches (revenu courant, revenu relatif, revenu permanent, approche par le patrimoine et le cycle de vie), le graphe ci-dessous représente l'évolution du Revenu des ménages Avant 1990

Figure 01 : évolution du revenu des ménages avant 1990



Source : L'ONS

D'après le graphe ci-dessus, on peut déduire que le revenu disponible brut des ménages est en croissance durant toute la période qui s'étale de 1970 jusqu'à 1990. On peut également diviser cette évolution en deux périodes ;

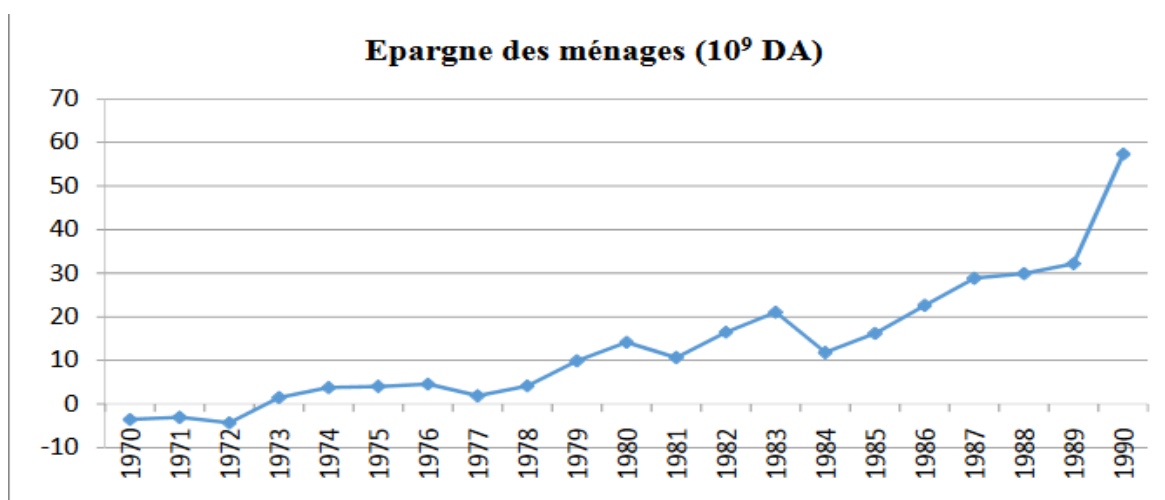
De 1970 à 1978, durant cette période le revenu disponible brut augmente lentement vu qu'elle avait eu son indépendance à peine.

Une deuxième phase se maintient de 1987 à 1990, une augmentation massive du revenu par rapport à la première phase.

1-2- L'évolution de l'épargne des ménages avant 1990

Pour expliquer l'évolution de l'épargne et bien illustrer ce dernier pendant cette période, nous allons le représenté dans le graphe si dessous pour la période allant de 1970 à 1990.

Figure 02 : évolution de l'épargne des ménages avant 1990



Source : l'ONS

D'après ce graphique, nous déduisons que l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie, peut être divisée en deux principales périodes ;

De 1970 à 1972 : cette période est caractérisée par une évolution négative de cette dernière et cela est dû à la faiblesse des revenus des ménages ainsi que l'amplification de leur consommation plus que proportionnelle en comparant à leurs revenus.

De 1973 à 1990 : l'évolution est devenue positive, on remarque ainsi une augmentation successive grâce à la stratégie d'investissement public notamment la stratégie d'industrie industrialisantes financé par les revenus dégagé des exportations des hydrocarbures suite aux booms pétroliers de 1973 et 1979-1981, par conséquent ces revenus ont permis de tirer une épargne intérieure remarquable y est compris celle des ménages.

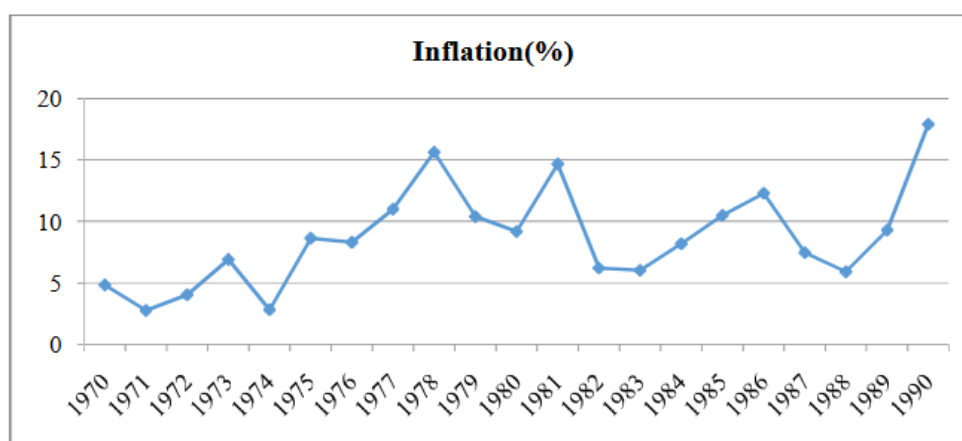
1-3- L'évolution du taux d'inflation avant 1990

L'inflation sera illustrée par l'indice des prix à la consommation. Ce dernier est retenu pour calculer les fluctuations des prix. Il consiste à mesurer une moyenne pondérée des indices élémentaires des prix d'un panier de biens représentatif de la consommation des ménages.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation agit directement d'une manière négative sur le pouvoir d'achat et sur la capacité d'épargne des ménages.

Le graphe suivant traduit cette évolution sur la période mentionnée.

Figure 03 : l'évolution du taux d'inflation avant 1990



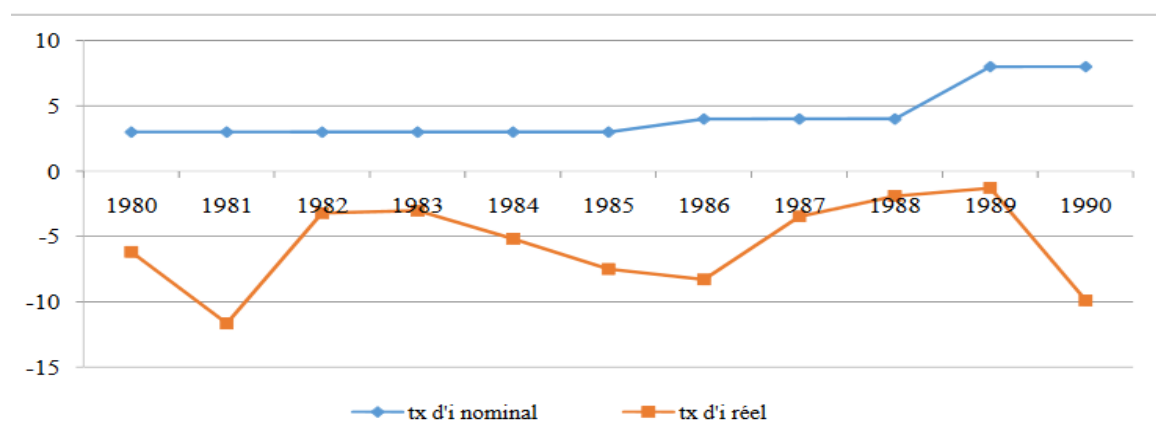
Source : l'ONS

À partir du graphe, nous constatant que durant 1970 jusqu'à 1990, le taux d'inflation en Algérie est autour de 9% par la suite il a augmenté jusqu'à ce qu'il atteigne 15.62%, cela est la conséquence du deuxième choc pétrolier de 1986, reflétant l'augmentation des prix à l'importation.

1-4- L'évolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990

Le taux d'intérêt qui sera retenu dans notre étude est le taux d'intérêt créditeur nominal rémunérant les dépôts des épargnants et le taux d'intérêt réel qui est le taux nominal adapté pour prendre en considération l'inflation. Ce graphe traduit son évolution :

Figure 04 : évolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990



Source : l'ONS

A partir de ce graphique, nous constatons que durant la période allant de 1980 à 1985, les taux d'intérêts créditeurs en terme nominal a connu une stabilité de 3% à 4% durant les trois années qui suivent, puis il a passé par la suite à 8%.

En terme réel, les taux créditeurs ont été négatifs, ils se situaient en moyenne autour de 5%

Entre la période qui s'étale de 1980 jusqu'à 1989, période qui se caractérise par un taux

Nominal stable et une moyenne de 9% d'inflation.

Section 2 : L'analyse de l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants après 1990

2-1- L'évolution du revenu des ménages 1990-2020

Tout d'abord il serait intéressant d'évoquer l'évolution de la population dans le pays, d'après les projections concernant les données de recensement, la population algérienne pouvait être à **43.9** millions d'habitants au **1^{er} janvier 2020** et son taux de croissance annuel moyen à **1.99%/an**.

Après être passé de **2.49** à **1.44** entre **1990** et **2000**, ce taux est remonté progressivement ensuite, pour atteindre **2.17%** en **2016**. Il baisse de nouveau depuis cette année. En Tunisie et au Maroc à titre d'exemple, la transition démographique amorcée à peu près simultanément qu'en Algérie s'est poursuivie de manière continue.²⁴

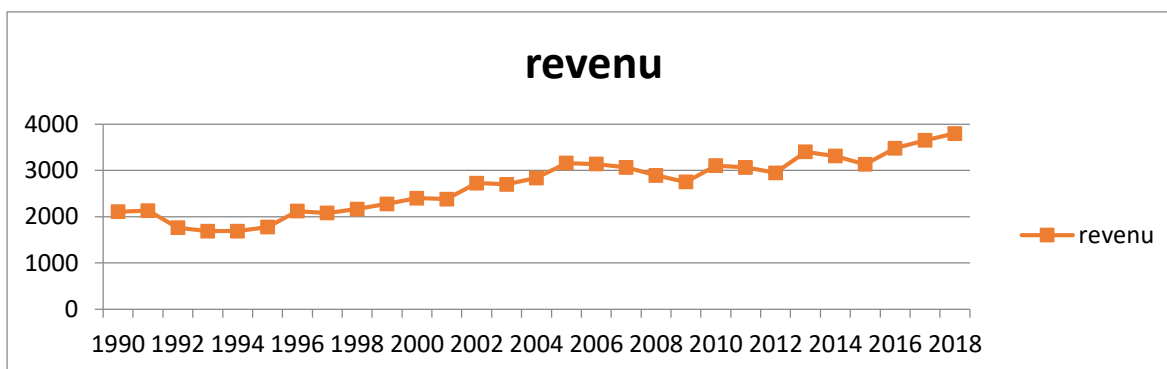
²⁴ www.conjoncture-dz.com consulté le 22/04/2022 à 16 :45

Le même taux était de **1.46%** en 2017 au Maroc et de **1.21%** en Tunisie. Donc et au total, la population algérienne dépasse assez largement la population marocaine, à présent, alors qu'elles se sont talonnées pendant une longue période.

Il en est de même pour l'indicateur important, la taille moyenne des ménages. Il n'y a pas d'enquête officielle qui la donne pour les années récentes, mais elle devrait se situer entre **4.5** et **5** personnes, après **5.9** en **2008**.²⁵

L'évolution de la taille moyenne des ménages en Algérie a résulté de deux mouvements contradictoires. D'une part, une évolution favorable des revenus en particulier du parc logements qui a amené naturellement à l'abandon du modèle familial traditionnel pour le modèle nucléaire du couple avec ses enfants qui est devenu majoritaire, et dans le même temps un accroissement démographique élevé qui maintient un nombre d'enfant par couple élevé. Au total le nombre de ménages devait se situer entre **8.8** et **9 millions** en janvier **2020**. Au dessous le graphe qui représente l'évolution de revenu disponible brut :

Figure 05 : évolution du revenu des ménages



Source : réalisé par nous même à partir des données de la banque mondiale

Nous allons ci-dessous nous intéresser aux revenus des ménages et par la suite à leur consommation et l'épargne, à travers lequel nous avons essayé d'annoncer quelques explications concernant leurs évolutions : Le revenu des ménages n'a pas cessé d'accroître rapidement d'une année à une autre et il a dépassé le pic de **2000 milliard** DA pour l'année **2000**. Après **2000**, le revenu des ménages a connu une augmentation continue et accélérée, cela est le résultat de nombreuses politiques mises en place par l'État à savoir :

- Un accroissement des salaires de la fonction publique en **2001**

²⁵ <https://www.ons.dz> consulté le 09/05/2022 à 9 :52

- Augmentation du salaire minimum garanti de **25%** en **2004**
- Le programme de privatisation de 270 entreprises en **2005** qui a apporté un bénéfice en faveur du trésor public, permis un investissement de 1 Milliard de dollars et la création de 7000 nouveaux emplois
- La hausse de la part des transferts dans les revenus bruts des ménages.

Après **2010**, il y a eu un enregistrement d'une hausse continue, la cause de cette augmentation est imputable au fait que l'administration reste une grande pourvoyeuse d'emploi et parce que les salaires y ont cru fortement entre **2010** et **2012**.

Alors qu'en **2018**, ces revenus sont envisagés par la comptabilité nationale. Au total, cela leur a laissé un revenu disponible brut de **11.835 milliards** de DA. Ce revenu disponible a été pratiqué en consommation finale pour **8.442 milliards** de DA et a dégagé une épargne de **3.394 milliards**, soit **16.7%** du PIB.²⁶

Durant la crise sanitaire actuelle, le confinement a d'abord eu un impact sur les revenus, s'agissant des salaires, ceux de l'administration et des entreprises publiques ont continué à être versés. Dans le secteur privé c'est le cas au moins dans les secteurs jugés essentiels comme l'agriculture et les IAA, le secteur pharmaceutiques, les banques, les communications, le transport de marchandise, ainsi que les activités commerciales spécialisées dans ces produits (importation, commerce de gros, commerce de détail).

Mais les revenus qui sont les plus impactés sont sans aucun doute ceux des entrepreneurs individuels. En particulier la majorité des commerces non alimentaires, les artisans, les professions libérales, les petites entreprises de moins de 10 salariés sont pratiquement à l'arrêt pour cause de difficulté de transport ou simplement parce que l'activité leur est interdite. Dans la mesure où aucun dispositif de soutien à ces entreprises n'est prévu cela se solde par 200 ou 300 milliards de DA de pertes de revenu par mois, sans compter les pertes d'exploitation éventuelles. Cette estimation comprend les pertes dans les activités informelles. Dans une proportion importante les entrepreneurs individuels du secteur formel, qu'on peut estimer à 1.200.000 environ auraient des revenus relativement élevés et disposeraient d'une épargne. Cette situation aurait donc un impact réduit à court terme sur leur consommation mais très importante sur leur épargne dans la mesure où ils doivent assurer la continuité de leur entreprise par autofinancement lorsque cela est possible.

²⁶ <https://www.cnc.dz> consulté le 09/05/2022 à 14 :43

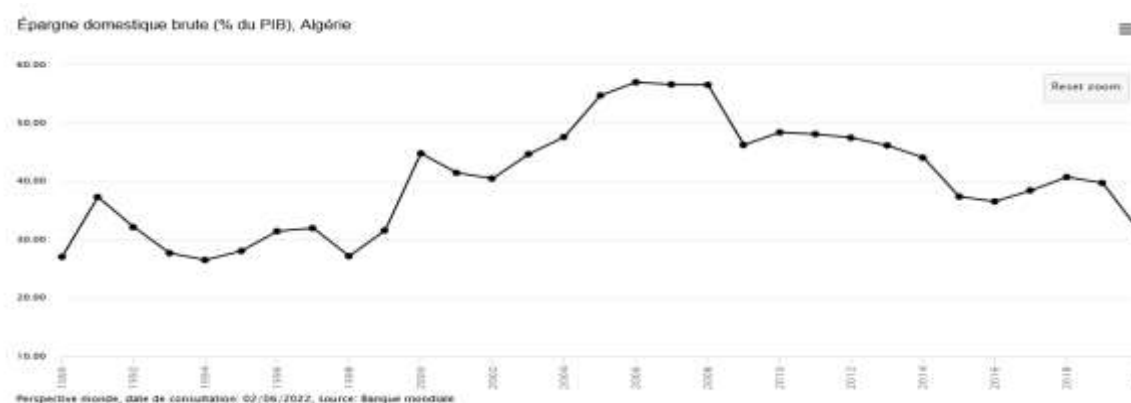
Dans le secteur informel le confinement et les mesures mises en place conduisent par contre à un arrêt brutal de la plupart des activités. Les revenus tirés de ces activités sont généralement modestes et leur titulaire n'a pas d'épargne. Cela les met dans des situations très difficiles, mais si la reprise de leur activité après le confinement pourrait être assez rapide, si la demande existe.

Au total, les pertes de revenu induites par le confinement se chiffrent à quelques centaines de milliards de DA par mois. Les dispositifs de soutien aux entrepreneurs individuels ou aux ménages prennent très insuffisamment en charge ces pertes. Ceci a un effet immédiat en terme de consommation de ces ménages, mais aussi à terme en rendant plus lente la reprise du fait de la destruction probable d'un nombre négligeable d'entreprises, et aussi par la chute de la demande du fait de la chute des revenus. L'épargne est sans doute affectée profondément par ces pertes de revenu.

2-2- L'évolution de l'épargne des ménages 1990-2020

À partir de l'année 1986 que commence la remise en cause du système de gestion centralisée de l'économie en Algérie. Dorénavant, il fallait établir les fondations et les mécanismes essentiels pour le passage à un système économique basé sur le libre marché. De ce fait, un processus de réformes économiques était engagé. Ce processus de libéralisation s'est accéléré à partir de 1990 et pendant toute la période de transition vers l'économie de marché, entamée avec la promulgation de la loi sur l'autonomie des entreprises (1990) qui vont favoriser l'épargne. Le graphe ci-dessous traduit cette évolution ;

Figure 06 : évolution de taux de l'épargne des ménages



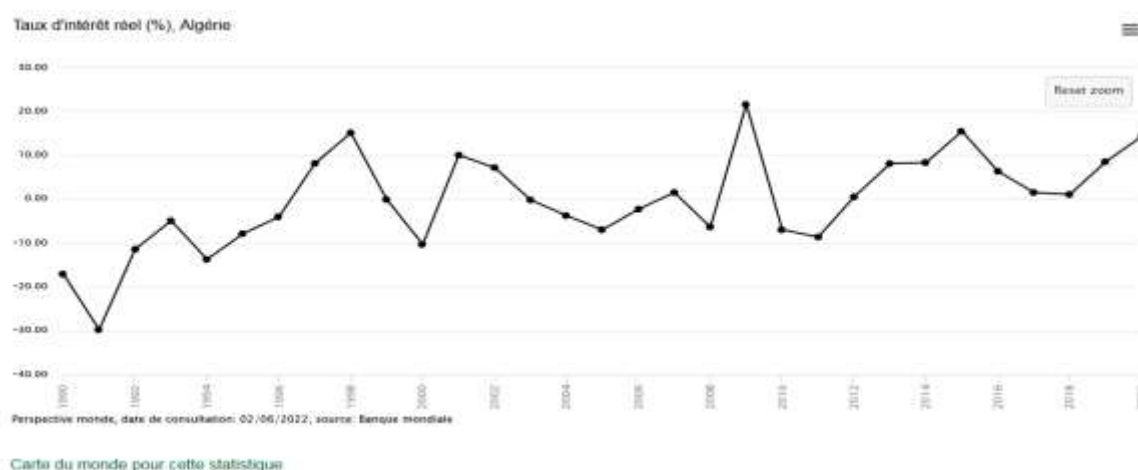
Source : <https://www.banquemondiale.org/>

Une panoplie d'événements sont enregistrées en Algérie durant la période qui s'étale entre 2000 à 2014, comme : l'augmentation persistante du volume ainsi que des prix de ses exportations en hydrocarbures qui ont permis par la suite au pays de développer largement sa position externe et une hausse des termes de changes. Une politique budgétaire expansionniste est mise en place grâce à l'aisance financière qui a incité les pouvoirs publics, et cela en lançant une tonne de programme d'investissement qui ont pour but le soutien de la croissance, et pour améliorer les conditions sociales des populations et lutter contre le chômage .Cette dynamique a affecté très positivement l'épargne.

2-3- L'évolution du taux d'intérêt 1990-2020²⁷

Le taux d'intérêt réel correspond au cout de l'emprunt ou encore au rendement des placements dans un pays pour une période, le graphe ci-dessous représente l'évolution du taux d'intérêt d'une période qui s'étale de 1980 à 2020 en Algérie.

Figure 06 : évolution du taux d'intérêt



Source : <https://www.banquemondiale.org>

D'Après le graphe, l'évolution du taux d'intérêt peut être divisée en deux phases principales qui sont :

De 1990 à 2009 : cette période est caractérisée par une fluctuation de l'évolution du taux d'intérêt, cette dernière prend tantôt une valeur positive tantôt une valeur négative. Cette instabilité peut être expliquée économiquement par le faite que l'Algérie avait fixé le taux d'intérêt à des niveaux relativement bas et de les y maintenir sauent pendant une longue

²⁷ <https://www.banquemondiale.org> consulté le 02/06/2022 à 15 :55

période et cela dans le but d'encourager une croissance basée sur un fort taux d'investissement.

De 2010 à 2020 : la valeur est passée d'une valeur négative qui est de **-6.34%** à **21.57%** et reprend par la suite le signe négatif (**-8.65%**) et depuis, la valeur était toujours positive jusqu'à ce qu'elle atteigne en **2019 et 2020** une valeur de **8.5%** et **14.30%** respectivement.

Cette évolution est expliquée par le fait que l'économie Algérienne demeure très fortement dépendante de la rente des hydrocarbures, qui représentent la principale source de revenus du pays, sans être parvenue à se diversifier et à mettre en place une industrialisation compétitive au niveau international.

2-4- L'évolution du taux d'inflation 1990-2020²⁸

L'Algérie a connu durant la période après **1990**, une inflation galopante, on peut expliquer cette augmentation comme suite :

-Intensification du processus de libéralisation des prix, le taux d'inflation s'est augmenté à **38%** mais une chute de son dernier est arrivée à **21.9%** à la fin de **1995**, une moins-value est enregistré à partir de **1995** pour se stabiliser à **5%** en **1998** et **2.9%** en **1999** et **0.34%** en **2000**, qui représente le point minimum qui est une désinflation des prix à la consommation.

-La dévaluation du dinar Algérien.

À partir de **2000**, l'inflation a connu une hausse, elle est induite par l'augmentation des salaires de la fonction publique et le SNMG dans un contexte de rigidité de l'absence de l'offre et d'absence de réglementation de marché.

Pour l'année **2003**, l'inflation commence à baisser pour atteindre **2.6%**, ensuite **1.6%** en **2005** attribuable à la baisse sur les marchés internationaux des prix des produits alimentaires de base.

L'inflation commence à se développer et progresser légèrement dans les années qui suivent : **2006**, **2007**, ainsi qu'en **2008** et **2009**, dont ils ont enregistré **4.4%** et **5.7%** respectivement.

²⁸ <https://www.aps.dz> consulté le 06/06/2022 à 11 :17

Après une année de désinflation, l'inflation s'est manifesté en **2011**, ainsi qu'en **2012** pour doubler son rythme annuel moyen, qui est passé de **4.52%** à **8.89%**. Cette forte inflation est due à la hausse des prix des produits alimentaires en particulier les produits agricoles.

Concernant le taux d'inflation de l'année **2019** et **2020** sont de **2.4 %** et **2.1%** respectivement.²⁹

Une désinflation rapide a marqué l'année **2013**. Ce décroissement a été favorisée par la bonne tenue des prix des produits alimentaires (les produits agricoles frais) et des biens manufacturés à la fois, l'inflation continue à baissé en **2014** à **2.91%** et être essentiellement endogène.

En **2019**, le taux d'inflation en Algérie avait atteint **2%**

2-5- L'évolution du taux d'intérêt créditeur 1990-2020

Après 1990, une libéralisation des taux d'intérêt créditeur rajoutant la nouvelle réforme monétaire qui vise à mettre en place les mécanismes de marché. Il s'est avéré incontournable que les taux d'intérêt soient déterminés par la confrontation de l'offre et la demande sur le marché des capitaux.

Le taux d'intérêt est devenu une vrai clé monétaire qui prend en considération les restructurations de la dette et le recours au crédit exceptionnel appuyé par les programmes du fonds monétaires international, qui ont favorisé le rééquilibre macroéconomique.

Afin y parvenir les autorités monétaires ont procédé à des ajustements réguliers.

Évidemment, la régulation des taux d'intérêt a fait qu'ils ont d'abord suivi une tendance haussière durant les premières années 1990 et cela, pour maîtriser les tensions inflationnistes connues en Algérie suite aux différentes libéralisations : des prix, du commerce extérieur...etc.

Les taux d'intérêts créditeurs sont libéralisés afin d'attirer les encaisses thésaurisées du public.

Depuis 2000 jusqu'à 2005, les taux d'intérêts nominaux sont en baisse progressive, qui est due à la surliquidité bancaire. Ces résultats sont dus essentiellement à l'augmentation des dépôts des entreprises d'hydrocarbures traduisant la conjoncture pétrolière favorable.

²⁹ Rapport de la banque d'Algérie 2020 consulté le 06/06/2022 à 20 :16

Tandis que pour l'année **2019** le taux d'intérêt créditeur est de **3.5%** en**2020** il est baissé à**3.25%**.

Conclusion

Après l'indépendance de l'Algérie, l'évolution de l'économie du pays est passée par deux périodes différentes qui sont l'économie planifiée, centralisée et le passage vers l'économie de marché. Durant ces deux périodes, l'épargne des ménages est influencée par les facteurs que nous avons pris en considération dans notre étude dont, le revenu, le taux d'inflation ainsi que le taux d'intérêt créditeur.

Durant la période d'avant 1990, l'épargne des ménages était relativement modeste puis il s'est accéléré à un rythme lent. Les facteurs de l'épargne cités ci-dessus n'étaient pas assez déterminants durant cette période.

Après 1990, en particulier la période qui s'étale entre 1990 à 2000, l'épargne des ménages a pris un rythme croissant et cela grâce aux réformes ainsi qu'aux programmes de restructuration qui ont été mise en place par l'Algérie, donc c'est à partir de cette période que ces déterminants de l'épargne influencent sur ce dernier citons le taux d'intérêt.

La période de 2000-2014 est caractérisée par une augmentation rapide, idem pour les salaires ainsi que les revenus des ménages. Puis un ralentissement marquant est enregistré à partir de 2015 à cause de la baisse des prix de pétrole et aussi à cause des effets de la crise sanitaire.

Chapitre 3

Étude empirique de l'épargne et ses déterminants en Algérie

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

L'analyse des séries chronologiques a connue un dévalément considérable, cette analyse sert a valides ce qui est annoncer des théories économiques en générale, ainsi que étudier socio-économique dont le but est comprendre et prévoir leurs situation future des modèles juger bien explicatifs. L'objet essentiel de notre travail consiste à l'élaboration d'un modèle économétrique de la fonction d'épargne afin de définir les déterminants de l'épargne en Algérie pour la période 1990/2020. Après avoir présenté le cadre théorique de l'épargne des ménages et ses déterminants dans le premier chapitre et son évolution en Algérie dans le deuxième nous pouvons maintenant élaborer un modèle économétrique liant le taux d'épargne des ménages algériens à différentes variable économique susceptibles de l'influencer.

Le présent chapitre contiendra trois sections, la première section est consacrée à la Construction du modèle à la et présentation de la base de données. La deuxième section est dédiée à la présentation des résultats de l'estimation et a la fin la troisième section est consacrée à la discussion des résultats trouvés.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Section 1 : Construction du modèle et présentation de la base de données

Nous présenterons dans cette section un modèle économétrique cherchant à identifier les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie de 1990 à 2020

1-choix de variable

Dans notre travail, nous avons essayé de choisir au mieux les variables qui sont en corrélation directe avec l'épargne des ménages.

Le choix s'est effectué sur la base de l'analyse théorique et de la littérature empirique qui suggère un ensemble de variables qui sont en lien direct avec le taux de l'épargne des ménages. Nous avons pris aussi en considération la disponibilité des données au niveau des différentes bases de données et nous avons finalement retenu les variables explicatives suivantes :

- Le revenu brut disponible des ménages ;
- Le taux annuel d'inflation ;
- Le taux d'intérêt créditeur ;

Malgré l'existence de plusieurs variables pouvant déterminer le niveau de l'épargne des ménages algériens (variable quantitatives et qualitatives), nous avons limité notre étude sur les trois variables exogènes ci- dessus, et ce pour deux raisons :

- Soit parce que les données ne sont pas disponibles pour certain déterminants;
- Soit parce que l'observation ne présentait que peu de variation pour avoir un effet significatif comme le taux de réescompte.

Notre modèle va contenir deux types de variable :

- la variable dépendante ou expliquée, ou encore endogène qui est le taux de croissance de l'épargne des ménages algériens ;
- les variables indépendantes ou explicatives ou encore exogènes constituées par le taux de croissance du revenu disponible, le taux intérêt réel et le taux d'inflation et le taux d'intérêt créditeur.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Dans cette étude il est préférable de travailler sur des séries en logarithme mais comme certain variable possèdent des valeurs négatives nous n'avons pas la possibilité de le faire.

La fonction d'épargne prendre la forme d'une spécification linéaire suivante :

$$TCE_t = f(TCR_t, INF_t, INT_t)$$

$$TCE_t = C + \alpha_1 TCR_t + \alpha_2 INF_t + \alpha_3 INT_t + e_t$$

Avec : α_i tel que $i = (1, 2, 3)$ et e_t reprisèrent respectivement les coefficients des différentes variable. e_t Représente le terme de l'erreur, t est le temps (mesuré en année de 1990 à 2020) et c est la constante ;

TCE : Le taux de croissance de l'épargne des ménages.

TCR : Le taux de croissance du revenu disponible brut des ménages.

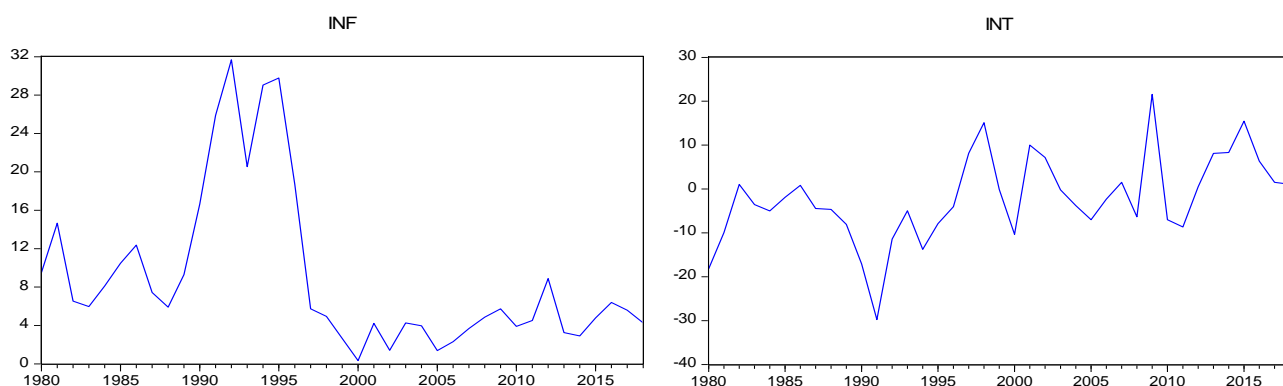
INT : Le taux d'intérêt créditeur.

INF : Le taux d'inflation.

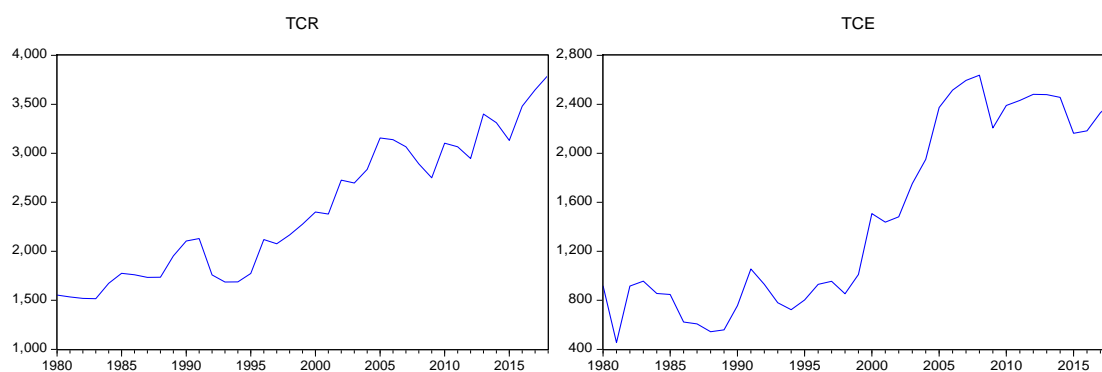
Pour l'estimation nous avons utilisé les données de l'ONS et la banque mondiale sur la période 1980-2018. Les valeurs des variables sont prises à prix constant.

2 : étude de la stationnarité des différentes variables

Figure 06 : les évolutions des différentes séries



Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants



Source : calculs effectués à partir des données avec le logiciel EViews 10

Commentaire

D'après l'examen des évolutions des variables, il est clair que les séries ne sont pas stationnaires. Un test de racine unitaire nous apportera plus de précision sur l'étude de la stationnarité des chaque variables. En effet nous allons vérifier la stationnarité de ces variables à l'aide du test de **DICKEY-FULLER Augmenté (ADF)** et cela en prenant les variables en niveau puis en différence première.

Les résultats du test ADF peuvent être résumés dans le tableau suivant :

Les variables	ADF_c	$ADF_t (5\%)$	Décision
INF	-1.343217	-1.949856	I(1)
INT	-4.049113	-1.949856	I(0)
TCR	-4.863772	-1.949856	I(0)
TCE	0.813308	-1.949856	I(1)

Source : calculs effectués par nous même à partir des données avec le logiciel EViews 10

Avec :

ADF_t : ADF tabulée

ADF_c : ADF calculée

Après avoir testé les trois modèles pour chaque variable, les résultats nous indiquent que les variables TCE et INF suivent un processus DS sans dérive, et la variable INT suit un processus DS avec dérive, tandis que la variable TCR suit un processus TS.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Le test ADF appliqué sur les séries en niveau nous révèle que TCE n'est pas stationnaire en niveau car la statistique ADF calculée est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%.

TCR est stationnaire en niveau car la statistique ADF retenue est inférieure à la valeur critique au seuil de 5% et cela après élimination de la tendance déterministe.

INT est stationnaire en niveau car la statistique ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%.

INF n'est pas stationnaire en niveau puisque la statistique ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%.

TCE n'est pas stationnaire en niveau puisque la statistique ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%.

Les séries INT, INF et TCE sont stationnaires après la première différenciation.

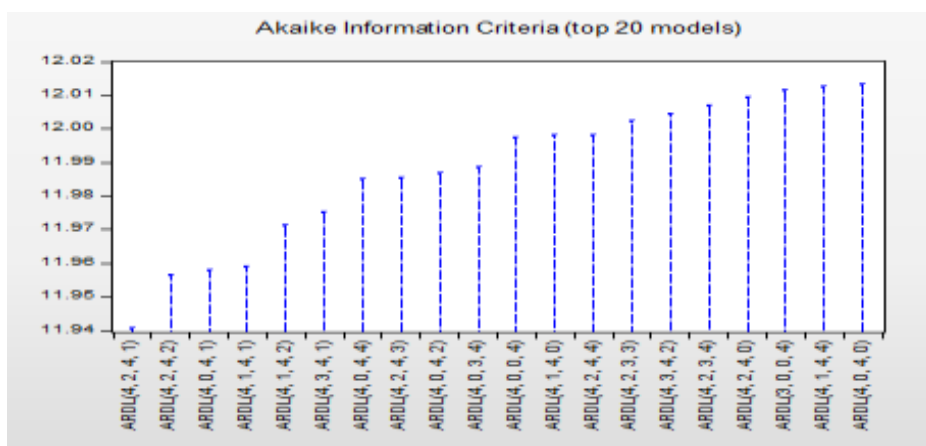
Section 2 : présentation des résultats de l'estimation

Le modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) est un modèle dynamique, il permet d'estimer les dynamiques du CT et les effets du LT pour des séries cointégrées ou même intégrées à des ordres différents.

Étape 01 : identification du modèle ARDL

1-détermination du nombre du décalage optimal

La détermination du nombre de retard optimal pour le modèle ARDL se base sur l'identification du modèle qui minimise le critère d'Akaike.



Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Source : calculs effectués par nous même à partir des données avec EViews 10.

Dans notre cas, le modèle ayant un nombre de retard optimal est **ARDL (4, 2, 4,1)**.

2-l'estimation à CT

Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-418.3363	155.5699	-2.689056	0.0141
TCE (-1)*	-0.188702	0.083668	-2.255364	0.0355
TCR (-1)	0.284744	0.115579	2.463624	0.0229
INT (-1)	-16.80974	9.046409	-1.858167	0.0779
INF (-1)	-5.477366	5.717378	-0.958021	0.3495
D (TCE(-1))	0.140789	0.167193	0.842073	0.4097
D (TCE(-2))	0.180037	0.124727	1.443452	0.1644
D (TCE(-3))	0.263874	0.088663	2.976163	0.0075
D(TCR)	0.459740	0.131210	3.503855	0.0022
D(TCR(-1))	0.147936	0.118402	1.249443	0.2259
D(INT)	-14.43383	2.033247	-7.098906	0.0000
D(INT(-1))	1.492836	6.185456	0.241346	0.8117
D(INT(-2))	2.181663	3.877862	0.562594	0.5800
D(INT(-3))	6.573137	2.695782	2.438304	0.0242
D(INF)	-12.61786	4.604989	-2.740042	0.0126

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : calculs effectués par nous même à partir des données avec EViews 10

D'après le tableau ci-dessus on constate l'existence d'une relation significative positive entre le taux d'intérêt et l'épargne ainsi que le revenu, tandis qu'il existe une relation significative négative entre l'épargne et le taux d'inflation.

3-le Bound test

Le Bound test				
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic K	1.915278 3	10%	2.37	3.2
		5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66
Actual Sample Size	35	Finite Sample: n=35		
		10%	2.618	3.532
		5%	3.164	4.194
		1%	4.428	5.816

Source : calculs effectués par nous même à partir des données avec EViews 10

La valeur de la statistique de Fisher calculé est inférieur à la borne inférieur de l'intervalle de confiance au seuil de 10%,5% et 1%. En effet, Le Bound test nous montre qu'il n'existe pas une relation de Co-intégration à long terme.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

- Le tableau de l'équation de court terme :

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TCE(-1))	-0.658954	0.148715	-4.430996	0.0068
D(TCE(-2))	-0.389684	0.139057	-2.802327	0.0379
D(TCE(-3))	0.378053	0.118157	3.199587	0.0240
D(TCR)	0.509950	0.061693	8.265865	0.0004
D(TCR(-1))	0.196602	0.069666	2.822076	0.0370
D(TCR(-2))	0.063205	0.066790	0.946324	0.3874
D(TCR(-3))	0.151341	0.073724	2.052802	0.0953
D(INT)	-13.72250	1.102161	-12.45054	0.0001
D(INT(-1))	21.64272	5.590086	3.871626	0.0117
D(INT(-2))	6.331350	3.309287	1.913207	0.1139
D(INT(-3))	11.19701	1.627261	6.880893	0.0010
D(INF)	-27.96651	3.551373	-7.874845	0.0005
D(INF(-1))	10.73898	3.653676	2.939225	0.0323
D(INF(-2))	2.893373	2.426281	1.192513	0.2866
D(INF(-3))	2.712513	2.172898	1.248339	0.2672
CointEq(-1)*	-0.528722	0.070669	-7.481632	0.0007
R-squared	0.983372	Mean dependent var	66.03619	
Adjusted R-squared	0.955658	S.D. dependent var	190.1899	
S.E. of regression	40.04927	Akaike info criterion	10.47645	
Sum squared resid	14435.49	Schwarz criterion	11.25653	
Log likelihood	-114.9556	Hannan-Quinn criter.	10.69281	
Durbin-Watson stat	2.881455			

Commentaire

Le dernier coefficient est négatif et significativement différent de 0 ce qui valide l'estimation ARDL.

4-l'estimation à LT

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCR	1.508963	0.205552	7.341016	0.0000
INT	-89.08091	40.24307	-2.213572	0.0386
INF	-29.02655	25.35243	-1.144922	0.2658
C	-2216.916	594.1795	-3.731054	0.0013
EC = TCE - (1.5090*TCR -89.0809*INT -29.0266*INF -2216.9161)				

Source : calculs effectués par nous même à partir des données avec EViews 10

L'équation indiquée dans ce tableau n'a pas interprétable économiquement à cause de la non existence d'une relation à LT.

●test de validation du modèle

Pour tester la validité du modèle ARDL, quatre tests de validation sont indispensables qui sont les suivants : test d'auto corrélation, test d'hétéroscédasticité, test de normalité des résidus et test de stabilité structurelle du modèle.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

●test d'auto corrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.359946	Prob. F(2,18)	0.7026
Obs*R-squared	1.345958	Prob. Chi-Square(2)	0.5102

Source : calculs réalisés par nos soins à partir des données avec EViews 10

On constate que la probabilité associée à la F-statistique est supérieure à 0.05, ce qui permet d'accepter l'hypothèse que les résidus sont non auto corrélés.

●test d'hétéroscédasticité

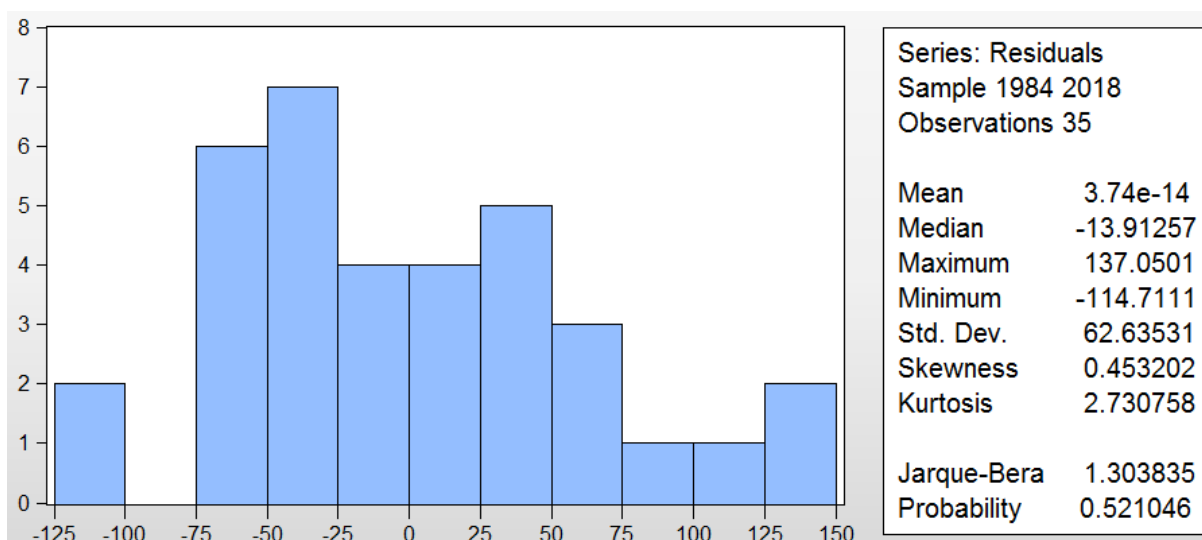
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.800882	Prob. F(14,20)	0.6596
Obs*R-squared	12.57298	Prob. Chi-Square(14)	0.5604
Scaled explained SS	3.552781	Prob. Chi-Square(14)	0.9976

Source : calculs réalisés par nos soins à partir des données avec EViews 10

À partir de ces résultats, on constate que les résidus ne sont pas hétéroscédastiques, puisque la probabilité associée à la statistique Obs*R-squared est supérieure à 0.05

●test de normalité des résidus

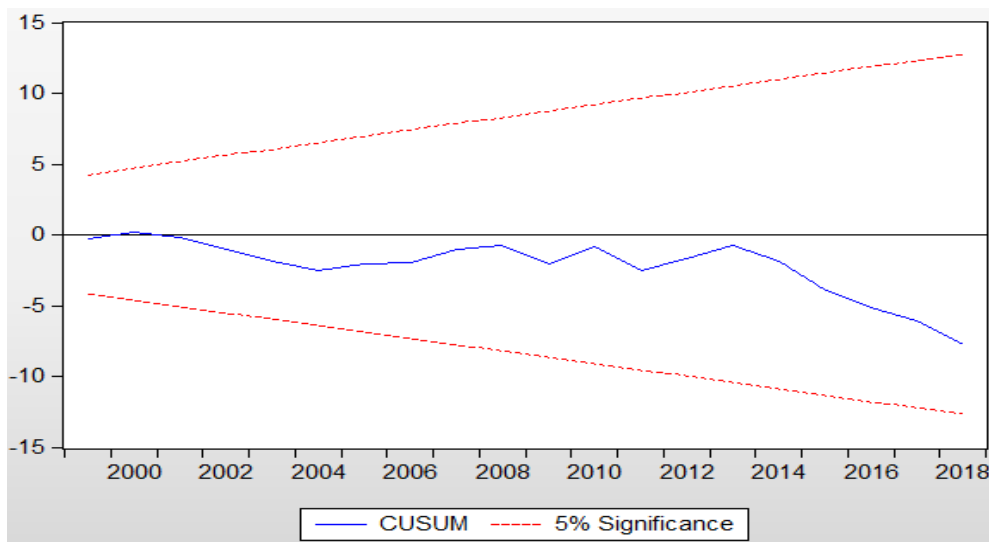


Source : calculé par nous même à partir des données avec EViews 10

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Le résultat de l'histogramme ci-dessus montre que l'hypothèse de normalité des résidus est vérifiée car la probabilité associée à la statistique de Jarque-Bera (0.52) est supérieure à 0.05. Ce qui permet d'accepter l'hypothèse de la distribution normal des résidus.

● Test de stabilité structurelle



Source : calculé par nous même à partir des données avec EViews 10

À partir des résultats ci-dessus du test CUSUM, la courbe ne sort pas du corridor au seuil de 5%, donc le modèle estimé est stable durant notre période d'étude.

Section 3 : discussion des résultats et recommandations

-Interprétation économique

À partir des résultats obtenus à l'aide de modèle ARDL sur les données estimées sur L'épargne et ses déterminants en Algérie, on constate que les déterminants de l'épargne ont un impact à court terme sur l'épargne, tandis qu'au long terme aucune relation n'est pu être établie.

Le revenu influence positivement sur l'épargne il existe une relation positive significative d'ailleurs conforme à la théorie économique (théorie keynésienne), chaque fois que le Revenu augmente les ménages sont incités à épargner plus. Autrement dit, le taux d'épargne augmente lorsque le Revenu disponible brut accroît tandis que la baisse de revenu est synonyme de baisse de taux de l'épargne.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Le modèle montre l'existence d'une relation significative positive entre le taux d'intérêt et l'épargne dans le court terme, en augmentant le taux d'intérêt, ce dernier devient attractif, par conséquent, les ménages déposent leur revenu dans le circuit bancaire pour profiter de la marge bénéficiaire accordée

Cette dynamique, concernant la sensibilité de l'épargne par rapport au revenu et au taux d'intérêt, n'est pas prolongée sur le long terme en raison de plusieurs spécificités liées à l'économie en Algérie : d'abord la présence d'un secteur informel important rend une grande partie de transaction monétaire hors circuit bancaire ce qui empêche de les capter par les données macroéconomique relatives à ce sujet. Puis aussi sur le plan comportemental et culturel les ménages en Algérie préfèrent épargner leur argent chez eux au lieu de les placer dans des circuits bancaires. Récemment plusieurs banques, en essayant de s'adapter et d'attirer plus de ménages pour placer leurs épargnes dans les comptes bancaires, ont développé des formules d'épargne Islamique avec 0 d'intérêt versé et 0 frais liés à la gestion du compte. Également le comportement des ménages algériens montre une certaine aversion aux investissements financés et un penché vers les investissements physiques. Cela est dû, au-delà des facteurs culturels et le classement du placement financier comme de l'usure, le rendement de cet investissement n'est pas très attractif par rapport aux autres types d'investissement à cause des taux d'intérêt relativement faible.

La relation entre l'inflation et l'épargne est significative négative, dans le cas d'une inflation, la monnaie nationale (DA) est en dégradation, cela pousse les ménages Algériens à retirer leur argent épargné, ils préfèrent le consommer que de le voir perdre sa valeur, puisque à l'inflation, la valeur de l'épargne augmente moins vite que les prix des biens et services, du coup, l'épargne perd de sa valeur.

Chapitre 3 : étude empirique de l'épargne et ses déterminants

Conclusion

Un survole sur quelques travaux nous a montré que l'épargne des ménages peut être déterminée par divers facteurs qui diffèrent d'un pays à un autre.

L'analyse empirique sur les données relatives à la question des déterminants de l'épargne en Algérie nous a communiqué ces résultats :

L'estimation par le modèle ARDL nous amène à conclure que l'épargne des ménages est significativement et négativement influencée par le taux d'inflation, contrairement au taux d'intérêt et au revenu qui influence positivement sur l'épargne, ce qui conforme à la théorie économique.

Cependant la validité de ces relations n'est pas pu être prolongé sur le long terme et cela est dû à plusieurs spécificités relatives à l'économie algérienne comme la présence d'un circuit informel imposant et l'aversion du ménage algérien vers les placements et les investissements bancaires à taux d'intérêt jugé comme usure.

Conclusion

Générale

Conclusion générale

Dans l'étude théorique de l'épargne des ménages, nous avons survolé les différentes approches théoriques des déterminants de l'épargne, cette analyse s'est articulée autour de certaines idées :

- le partage du revenu entre consommation et épargne selon les différentes approches ; le revenu absolu de Keynes, relatif de Duesenberry, permanent de Friedman et la théorie du cycle de vie de Modigliani.
- Le controverse entre les néoclassiques et les keynésiens à-propos du rôle de l'épargne et du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt augmente, alors les ménages ont tout intérêt à épargner car laisser leur argent dormir sur un compte est rémunérateur. Chez Keynes, le taux d'intérêt se détermine par la rencontre entre l'offre et la demande de monnaie. Ce taux n'est pas la récompense de l'épargne, de l'abstinence, mais une prime pour le renoncement à la liquidité, à la thésaurisation.
- l'influence de l'inflation et de la fiscalité sur le pouvoir d'achat et la rémunération de l'épargne. . L'inflation entraîne généralement une baisse de la valeur de la monnaie, une augmentation des taux d'intérêt et une diminution de pouvoir d'achat. Une inflation trop élevée gruge ainsi l'épargne, ce qui peut notamment impacter la planification de retraite surtout si les ménages ne peuvent compter sur des rentes indexées au coût de la vie. En effet, la fiscalité influe sur les décisions des individus concernant l'épargne, le travail et l'amélioration du niveau d'instruction ; les décisions des entreprises en matière de production, de création d'emplois, d'investissement et d'innovation ; ainsi que le choix des instruments d'épargne et des actifs par les investisseurs.

Deux visions s'opposent, depuis plus de deux siècles, par rapport à l'importance de l'épargne dans la croissance économique. En réalité, il existe une certaine corrélation entre l'épargne et l'investissement telle que l'épargne constitue une source de financement de ce dernier. Selon le raisonnement néoclassique, l'épargne précède la consommation. L'agent économique qui cherche à maximiser son utilité vérifie ce que peut lui rapporter l'épargne en fonction du niveau du taux d'intérêt, par contre Keynes, montre ainsi comment s'effectue le partage entre la consommation et l'épargne : si les revenus de l'agent augmentent, il accroît ses dépenses, mais dans une moindre mesure puisque le travailleur aura davantage tendance à épargner ; c'est ce qu'on appelle la propension marginale à consommer.

Conclusion générale

La période de l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie, allant de 1990 jusqu'au 2020 qui est marqué par plusieurs événements économiques (réformes, crises...). En effet, cette évolution est passée par trois grandes périodes où l'épargne et ses déterminants ont connu des évolutions et explication déférentes.

La première période 1970 à 1990 à montré une faiblesse du niveau de l'épargne et l'absence d'une influence significatives des variables prise en compte. La faiblesse de l'épargne est due principalement à la faiblesse du revenu et aussi l'absence d'une activité d'entreprenariat privé. L'économie était administrée et l'épargne était constituée principalement de l'épargne publique.

Durant la deuxième période de 1990 à 2000, grâce aux grandes réformes mises en œuvre par les autorités, notamment dans le cadre de la LMC de 1990 et l'adoption du PAS en 1992, ainsi que le début de l'émancipation des ménages, l'épargne de ces derniers a connu une amélioration plus ou moins significative sur la période 89-93 (un doublement de sa valeur entre 90 et 91). Elle a connu une baisse à partir de 1993, Puis à partir de 1997 le rythme a repris en augmentation.

L'explication de cette évolution par les déterminants de l'épargne est toutefois nuancée concernant les taux d'intérêt réels créditeurs, ceux la ont toujours été négatifs jusqu'à 1997, la baisse l'épargne de 1993 à 1997 est le résultat de l'inflation suite à la dévaluation brusque du dinar et de la faiblesse du revenu.

Après 2000, l'épargne a suivie une augmentation continue tout au longe de la période³⁰, avec un rythme de croissance notamment plus élevé que la période précédente. Cette augmentation peut être expliquée par la stabilité de l'inflation et surtout par l'augmentation des salaires. Les taux d'intérêt ne peuvent être significatifs puisqu'ils sont quasiment fixes et surtout négatifs en terme réel.

Au terme de l'analyse économique, nous ne pouvons pas conclure à un effet significatif, sinon fixe, d'aucune des variables étudiées sur l'épargne, excepté le revenu. même l'effet de ce dernier doit être analysée en tenant compte des différentes politique menées par les autorités telles que celles encourageant l'épargne logement (taux d'intérêt de 1% sur les crédits promotionnels) et celles freinant la consommation (tel que la suppression du crédit

³⁰ Exceptions faites de l'année 2004, où l'épargne a nettement diminué.

Conclusion générale

a Crédits promotionnels) et celles freinant la consommation (tel que la suppression du crédit a la consommation 2009).³¹

En plus de cela, il faut tenir compte des autres facteurs influant sur l'épargne ; le taux de L'économie informel, la culture d'épargne des Algériens sous forme d'avoir en or dans un Contexte d'augmentation continue des prix de ce métal précieux. la composante principale de la population d'âge jeune en Algérie qui consomme beaucoup pour améliorer le mode de vie et n'épargne qu'à partir de l'âge de 50 ans)

Dans l'analyse économétrique du mémoire, Nous avons estimé une fonction qui relie le taux de l'épargne des ménages au revenu, taux d'intérêt et taux d'inflation. Le modèle est estimé par la méthode ARDL. L'estimation montre les résultats suivant :

Sur le court terme, le revenu influence positivement sur l'épargne, il existe une relation Positive significative Chaque fois que le Revenu augmente, la consommation augmente, le taux d'épargne augmente lorsque le Revenu Disponible brut accroît à un rythme supérieur à celui de la dépense de consommation finale ce qui permet d'augmenter l'épargne. Une existence d'une relation significative positive entre le taux d'intérêt et l'épargne dans le court terme, La relation entre l'inflation et l'épargne est significative négative, dans le cas d'une inflation, la monnaie nationale (DA) se dégrade ce qui mène à la désincitation de la constitution de l'épargne. La hausse de l'inflation réduit aussi le taux d'intérêt réel. A long terme, ces déterminants ne sont pas significatifs. Cela est dû aux spécificités de l'économie algérienne comme la présence d'un secteur informel important qui fait qu'une importante partie de l'épargne des ménages se trouve hors circuit bancaire. Aussi l'existence de certains facteurs culturels qui influence le comportement de l'épargne comme l'aversion à l'usure.

Notre étude est toute fois limitée malgré la conformité des résultats, car en Algérie les ressources d'épargne du secteur informel revêtent une importance particulière et présente une certaine diversité dans leur mode de conservation, aussi la persistance de l'illusion monétaire dont les ménages algériens sont victimes, en dépit des taux d'intérêt réels négatifs, l'épargne ne cesse pas d'augmenter.

L'indisponibilité des séries complètes nous a obligé d'abandonner certaines variables dans le modèle, comme les crédits octroyés aux ménages qui sont théoriquement présumé

³¹ Selon la loi des finances complémentaire de 2009.

Conclusion générale

significatifs mais l'absence de données sur cette variable n'a pas permis une vérification empirique, et de générer des données pour compléter certaines années pour d'autres variables.

Cette études devrait être complétée par une analyse des variables qualitatives (telle que la possibilité d'obtenir des crédits immobiliers, les aspects psychos logique.....etc.), et ça à travers une enquête à grande échelle et en coupe instantanée sur les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie

OUVRAGE :

- 1)- **Bernier & Simon**, « initiation à la macroéconomie », 8ème édition, Paris, 2001.
- 2)- **Bodin louis** : « précis d'histoire des doctrines » ; 1ère Édition : Domamanchesterien ; Paris 1947
- 3)- **Bernard. Y & J.C. Collin**, 1976, « vocabulaire économique et financier », édition du seuil, 1996.
- 4)- **Keynes** « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », 1936,
- 5)- **Poulon Frédéric** « économie générale », 8ème édition, 2015
- 6)- **Servet jean Michel** «la confiance, un facteur décisif de la mobilisation de l'épargne », Ed paris, AUPELEF-UREF, 1994 ;
- 5)- **Villieu Patrick** « dans macroéconomie consommation et épargne », 3ème édition, 2008.

Rapports et articles :

- 1)- **Ghaicha Djameleddine**, « Évolution des taux d'intérêt et des produits du système bancaire Algérien », volume 17, numéro 57, pages 43- 55 <https://www.asjp.cerist.dz>
- 2)- **Rapport de la banque d'Algérie (2020)**

Thèses et revues

- 1)- **Alain Youmbi Pierre**, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de douala, 2003
- 2)- **Aliouche Meliha** « les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie : cas de la wilaya de Bejaia »2019/2020, Bejaia.
- 3)- **Allard. P.**, « le comportement d'épargne des ménages », revue française d'économie, volume6,n°2,1991

- 4) - Duesenberry (James)-income, saving and the theory of consumer behavior. Revue économique volume4, n°5.1953, p 777
- 5)- Gloria. M & F. Vaillancourt, «les déterminants macroéconomiques de l'épargne québécoise et canadienne- une étude économétrique», Rapport de projet CIRANO , 2012.
- 6)- Sturm. P « les déterminants de l'épargne : théorie et études empiriques »,
- 7)- Taillefer Bernard : « l'épargne en milieu rural in l'épargne et sa collecte en Afrique. Paris, revue banque. Ed, 1988. Page 48-49

Sites internet

- 1)- <https://cours-de-droit.net/keynesianisme>
- 2)- <https://blogadmissibles.imt-bs.eu>
- 3)- <https://www.oecd.org>
- 4)- <https://savoirs.usherbrooke.ca>
- 5)- <https://www.aps.dz>
- 6)- <https://www.banquemondiale.org>
- 7)- <https://www.cnc.dz>
- 8)- <https://www.journaldunet.fr>
- 9)- <http://partageonsleco.com.Simon> cardoen. P 1 à 3
- 10)- <https://www.ons.dz>
- 11)- <https://algeria-watch.org>
- 12)- www.conjoncture-dz.com

Liste de figures

Figure 01 : Évolution du Revenu des ménages Avant 1990

Figure 02 : Évolution de l'épargne des ménages Avant 1990

Figure 03 : évolution du taux d'inflation Avant 1990

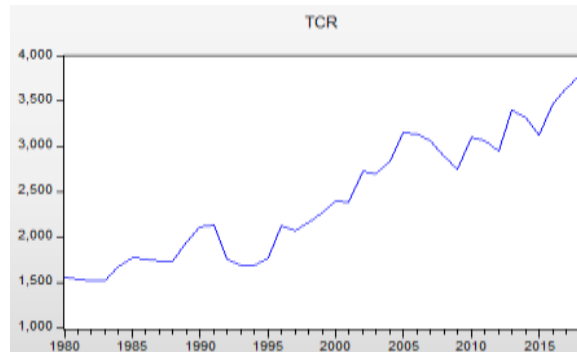
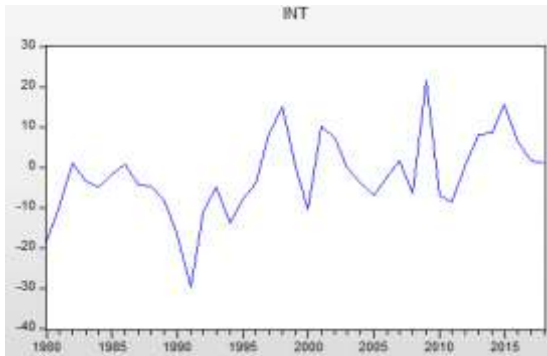
Figure 04 : évolution du taux d'intérêt créditeur Avant 1990

Figure 05 : évolution du revenu des ménages après 1990

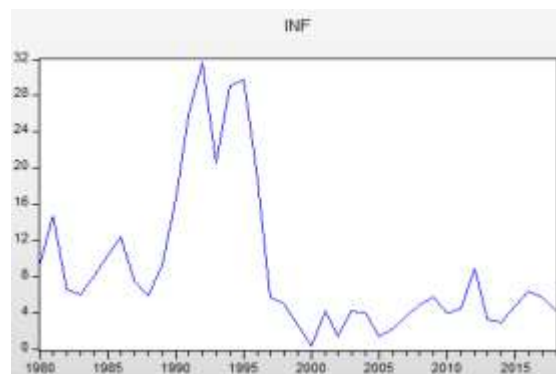
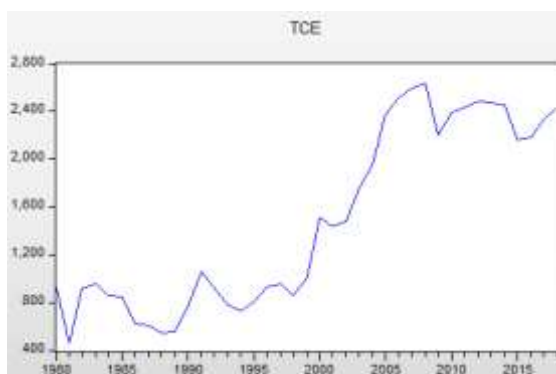
Figure 06 : évolution de taux de l'épargne des ménages

Figure 07 : évolution du taux d'intérêt après 1990

Annexe 01 : les graphes des séries en niveau



Annexe 02 : les graphes des séries en première différence



Annexe 03 : résultat de l'étude de stationnarité pour la série INT

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INT(-1)	-0.720095	0.160608	-4.483565	0.0001	INT(-1)	-0.585501	0.145212	-4.032044	0.0003
C	-6.025022	3.295568	-1.828220	0.0761	C	-0.798881	1.461406	-0.546652	0.5880
@TREND("1980")	0.252624	0.143739	1.757524	0.0876					
R-squared	0.366970	Mean dependent var	0.506000		R-squared	0.311102	Mean dependent var	0.506000	
Adjusted R-squared	0.330796	S.D. dependent var	10.44039		Adjusted R-squared	0.291966	S.D. dependent var	10.44039	
S.E. of regression	8.540748	Akaike info criterion	7.203231		S.E. of regression	8.785042	Akaike info criterion	7.235174	
Sum squared resid	2553.053	Schwarz criterion	7.332514		Sum squared resid	2778.371	Schwarz criterion	7.321363	
Log likelihood	-133.8614	Hannan-Quinn criter.	7.249229		Log likelihood	-135.4683	Hannan-Quinn criter.	7.265839	
F-statistic	10.14480	Durbin-Watson stat	1.899973		F-statistic	16.25738	Durbin-Watson stat	1.978853	
Prob(F-statistic)	0.000335				Prob(F-statistic)	0.000275			

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.049113	0.0002
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

Annexe 04 : résultat de l'étude de stationnarité pour la série TCR

	t-Statistic	Prob.*	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.994540	0.9875	TCR(-1)	-0.363225	0.131847	-2.754896	0.0093
Test critical values:			C	480.7872	176.7473	2.720196	0.0101
1% level	-2.627238		@TREND("1980")	22.81778	7.872258	2.898505	0.0064
5% level	-1.949856		R-squared	0.193580	Mean dependent var	59.01376	
10% level	-1.611469		Adjusted R-squared	0.147499	S.D. dependent var	175.6279	
			S.E. of regression	162.1590	Akaike info criterion	13.09069	
			Sum squared resid	920344.4	Schwarz criterion	13.21997	
			Log likelihood	-245.7231	Hannan-Quinn criter.	13.13669	
			F-statistic	4.200844	Durbin-Watson stat	1.851583	
			Prob(F-statistic)	0.023165			
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.			
TCR(-1)	0.000759	0.044114	0.017208	0.9864			
C	57.20242	109.1551	0.524047	0.6035			
R-squared	0.000008	Mean dependent var	59.01376				
Adjusted R-squared	-0.027769	S.D. dependent var	175.6279				
S.E. of regression	178.0498	Akaike info criterion	13.25320				
Sum squared resid	1141262.	Schwarz criterion	13.33939				
Log likelihood	-249.8108	Hannan-Quinn criter.	13.28386				
F-statistic	0.000296	Durbin-Watson stat	2.140230				
Prob(F-statistic)	0.986366						

Annexe 05 : résultat de l'étude de stationnarité pour la série TCE

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TCE(-1)	-0.212390	0.093653	-2.267837	0.0296	TCE(-1)	-0.023131	0.045178	-0.512006	0.6118
C	66.44608	70.23671	0.946031	0.3506	C	73.57546	74.11005	0.992787	0.3274
@TREND("1980")	14.53037	6.396482	2.271618	0.0294					
R-squared	0.134792	Mean dependent var	39.81651		R-squared	0.007229	Mean dependent var	39.81651	
Adjusted R-squared	0.085351	S.D. dependent var	206.4929		Adjusted R-squared	-0.020348	S.D. dependent var	206.4929	
S.E. of regression	197.4841	Akaike info criterion	13.48485		S.E. of regression	208.5831	Akaike info criterion	13.56975	
Sum squared resid	1364999	Schwarz criterion	13.61413		Sum squared resid	1566249	Schwarz criterion	13.65594	
Log likelihood	-253.2122	Hannan-Quinn criter.	13.53085		Log likelihood	-255.8252	Hannan-Quinn criter.	13.60041	
F-statistic	2.726347	Durbin-Watson stat	1.718477		F-statistic	0.262150	Durbin-Watson stat	1.845094	
Prob(F-statistic)	0.079362				Prob(F-statistic)	0.611774			

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.813308	0.8836
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

Null Hypothesis: D(TCE) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.245727	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(TCE,2)
Method: Least Squares
Date: 06/08/22 Time: 21:16
Sample (adjusted): 1982 2018
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TCE(-1))	-0.972794	0.155753	-6.245727	0.0000
R-squared	0.518664	Mean dependent var	15.22997	
Adjusted R-squared	0.518664	S.D. dependent var	286.4382	
S.E. of regression	198.7262	Akaike info criterion	13.44839	
Sum squared resid	1421716	Schwarz criterion	13.49193	
Log likelihood	-247.7952	Hannan-Quinn criter.	13.46374	
Durbin-Watson stat	1.523978			

Annexe 06 : résultat de l'étude de stationnarité de la série INF

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INF(-1)	-0.221414	0.104191	-2.125083	0.0407	INF(-1)	-0.174554	0.095398	-1.829735	0.0756
C	3.571331	2.244394	1.591223	0.1206	C	1.462039	1.175121	1.244161	0.2215
@TREND("1980")	-0.086140	0.078177	-1.101858	0.2780					
R-squared	0.115758	Mean dependent var	-0.138105		R-squared	0.085085	Mean dependent var	-0.138105	
Adjusted R-squared	0.065230	S.D. dependent var	4.989812		Adjusted R-squared	0.059671	S.D. dependent var	4.989812	
S.E. of regression	4.824325	Akaike info criterion	6.060875		S.E. of regression	4.838648	Akaike info criterion	6.042344	
Sum squared resid	814.5938	Schwarz criterion	6.190158		Sum squared resid	842.8507	Schwarz criterion	6.128533	
Log likelihood	-112.1566	Hannan-Quinn criter.	6.106873		Log likelihood	-112.8045	Hannan-Quinn criter.	6.073009	
F-statistic	2.290966	Durbin-Watson stat	1.661639		F-statistic	3.347931	Durbin-Watson stat	1.682110	
Prob(F-statistic)	0.116143				Prob(F-statistic)	0.075581			

Null Hypothesis: INF has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.343217	0.1630
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

Null Hypothesis: D(INF) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.676318	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation:

Dependent Variable: D(INF,2)

Method: Least Squares

Date: 06/08/22 Time: 21:27

Sample (adjusted): 1982 2018

Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INF(-1))	-0.931014	0.164017	-5.676318	0.0000
R-squared	0.471948	Mean dependent var		-0.174541
Adjusted R-squared	0.471948	S.D. dependent var		8.846926
S.E. of regression	4.975470	Akaike info criterion		6.073572
Sum squared resid	891.1909	Schwarz criterion		6.117110
Log likelihood	-111.3611	Hannan-Quinn criter.		6.088921
Durbin-Watson stat	1.797780			

Liste des abréviations

C	Consommation de l'ensemble des ménages
Y	Le revenu des ménages
c	Propension marginale à consommer
C₀	Consommation incompressible autonome
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Protection Maternelle et Infantile
UE	Union Européen
PAC	Politique Agricole Commune
IPC	Indice des prix à la consommation
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
TCE	Taux de Croissance de l'Épargne des

Liste des abréviations

	ménages
TCR	Taux de Croissance du Revenu disponible brut des ménages
INT	Taux d'intérêt Créiteur
INF	Taux d'Inflation
ADF	DICKEY-FULLER Augmenté
ARDL	Auto Regressive Distributed Lag
CT	Court Terme
LT	Long Terme
DA	Dinar Algérien

Résumé

L'épargne est considérée comme étant une variable économique élémentaire et agit sur les dynamiques macroéconomiques, comme il est considéré comme un outil de financement important de l'investissement et une éventuelle source de croissance.

Dans ce travail nous avons analysé les facteurs déterminants de l'épargne des ménages en Algérie à travers l'estimation d'un modèle économétrique (ARDL) sur la période 1980-2018. Il s'agit d'estimer une fonction qui relie le taux de l'épargne aux variables explicatives suivante : le revenu, taux d'inflation et le taux d'intérêt. En générale les résultats sont conformes à la théorie.

En effet, nous pouvons déduire que l'agissement de l'épargnant est conduit par trois grands axes qui comportent des facteurs économiques et non économiques qui sont : les variables socio-économiques de l'épargnant, source et nature de revenu, le dernier, contraintes et empêchement pour l'épargne.

Mot de clé : Épargne, Revenu, taux d'intérêt, taux d'inflation,

Abstract

Savings is an important economic variable which acts on macroeconomic dynamics, as it is considered an important tool for financing investment and a possible source of growth. In this work we have analyzed the determining factors of household savings in Algeria through the estimation of an econometric model (ARDL) over the period 1980-2018. This involves estimating a function that links the rate of savings to the exogenous variables: income, inflation rate and interest rate. In general, the results are consistent with the theory.

Indeed, we can deduce that the action of the saver is driven by three main axes which include economic and no economic factors which are the socio-economic variables of the saver, source and nature of income, the last, constraints and impediment for savings.

Keyword: savings, income, interest rate, inflation rate.